



Coup d'œil sur Le coût de la vie en 2024

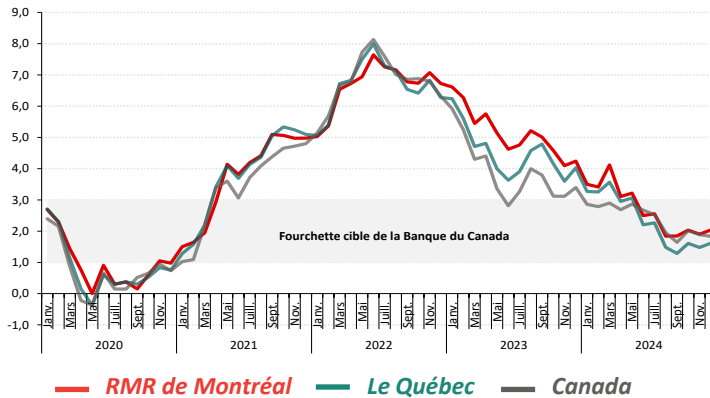
RMR de Montréal

Janvier 2025

Une publication de la Division de l'intelligence économique
Service du développement économique • Ville de Montréal

Indice des prix à la consommation, Canada, Québec et RMR de Montréal, janvier 2020 à décembre 2024

Variation sur 12 mois en %



Sources : Statistique Canada, tableau : 18-10-0004-01; Banque du Canada.

Le saviez-vous ?

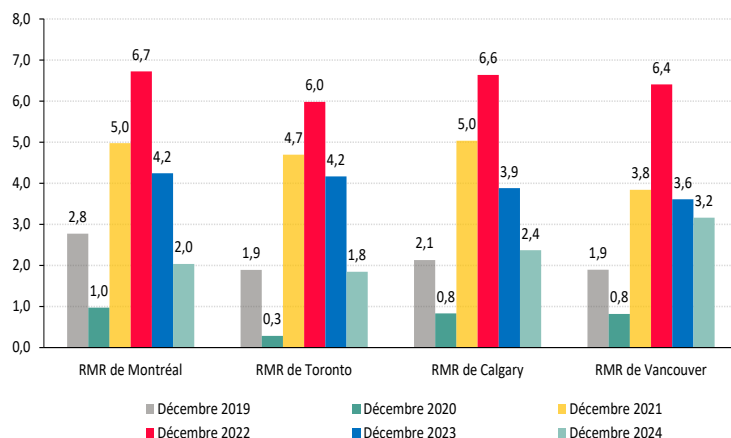


Selon les enquêtes récentes de la Banque du Canada à propos des attentes des [consommateurs](#) et des [entreprises](#), l'inflation à l'horizon de deux ans se maintiendra à l'intérieur de la fourchette de 1 % à 3 %.

Toutefois, en raison de l'éventuelle imposition de droits de douane de 25 % sur les exportations canadiennes vers les États-Unis, certaines entreprises anticipent une remontée des pressions inflationnistes.

Indice des prix à la consommation, régions métropolitaines sélectionnées, décembre 2019 à décembre 2024

Variation sur 12 mois en %



Source : Statistique Canada, tableau : 18-10-0004-01.
Calculs : Montréal en statistiques, Ville de Montréal.

RECU MARQUÉ DE L'INFLATION DANS LA RMR DE MONTRÉAL EN 2024

D'une année à l'autre, l'inflation a crû de 2,0 % en décembre 2024 dans la RMR de Montréal, en baisse de 2,2 points de % par rapport à la hausse de 4,2 % enregistrée en décembre 2023. Il s'agit, de plus, d'une baisse de 5,6 points de % par rapport au sommet atteint en juin 2022.

À titre de comparaison, l'inflation s'est établie à 1,8 % au Canada et à 1,6 % au Québec en décembre 2024. Ainsi, à Montréal, au Québec et au Canada, l'inflation fluctue dans la fourchette [cible de la Banque du Canada](#) depuis juin 2024.

Taux d'inflation Décembre 2024

2,0 %

Variation mensuelle

Novembre 2024 - Décembre 2024

+ 0,1 point de %



Variation sur 12 mois

Décembre 2023 - Décembre 2024

- 2,2 points de %



MONTRÉAL ENREGISTRE LA 2^E PLUS FORTE BAISSÉ DE L'INFLATION PARMIL LES GRANDES RMR CANADIENNES

En décembre 2024, l'inflation, en glissement annuel, a reculé dans toutes les grandes villes canadiennes. Les baisses ont été particulièrement fortes dans les RMR de Toronto (-2,3 points de %) et de Montréal (-2,2 points de %).

À noter que, dans les RMR de Calgary et de Vancouver, dont les baisses au cours de la dernière année ont été de -1,5 point et -0,4 point de %, respectivement, les taux d'inflation demeurent plus élevés que leurs niveaux prépandémiques, soit en décembre 2019.



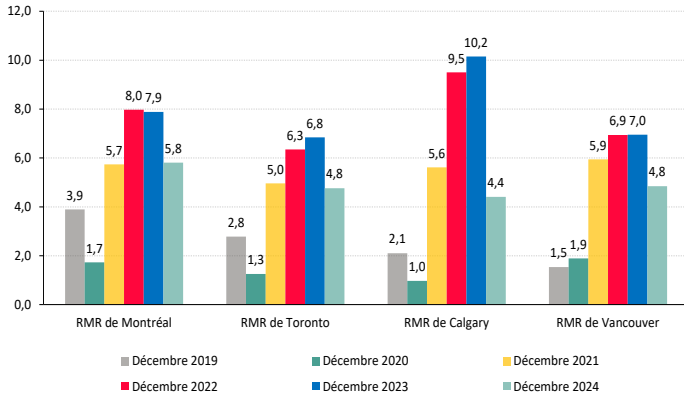
Coup d'œil sur Le coût de la vie en 2024

RMR de Montréal
Janvier 2024

LES PRIX DES LOGEMENTS RALENTISSENT DANS LES RMR MAIS RESTENT UNE PRÉOCCUPATION IMPORTANTE

Indice des prix des logements, régions métropolitaines sélectionnées, décembre 2019 à décembre 2024

Variation sur 12 mois en %



Source : Statistique Canada, tableau : 18-10-0004-01.

MONTRÉAL ENREGISTRE UNE BAISSÉ DE L'INFLATION DES LOGEMENTS EN 2024, MAIS ELLE DEMEURE ÉLEVÉE

En décembre 2024, l'inflation des logements a augmenté dans toutes les principales RMR canadiennes, mais à un rythme plus lent que ce qui était observé au cours du même mois en 2023. Au cours de cette période, l'inflation des logements a reculé de 5,7 points de % à Calgary, et 2,1 points de % dans les autres RMR analysées.

À noter que, malgré des baisses marquées de l'inflation globale en décembre 2024 dans les régions métropolitaines analysées, l'inflation des logements enregistrée dans ces territoires reste à des niveaux plus élevés qu'en décembre 2019.

Variations maximales et minimales des agrégats de niveau intermédiaire de l'IPC, Québec, décembre 2023 à décembre 2024



- Logement locatif : + 7,9 %
- Services de soins de santé : + 7,9 %
- Autres services culturels et récréatifs : + 4,8 %
- Logement en propriété : + 4,7 %
- Impôt foncier et autres frais spéciaux : + 4,6 %



- Vêtements pour enfants : - 16,6 %
- Mazout et autres combustibles : - 10,2 %
- Vêtements pour femmes : - 6,6 %
- Articles de papier, de plastique et de papier d'aluminium : - 4,7 %
- Chaussures : - 4,3 %

Source : Statistique Canada, tableau : 18-10-0004-01.
Calculs : Montréal en statistiques, Ville de Montréal.



Coup d'œil

Le trafic portuaire en 2024

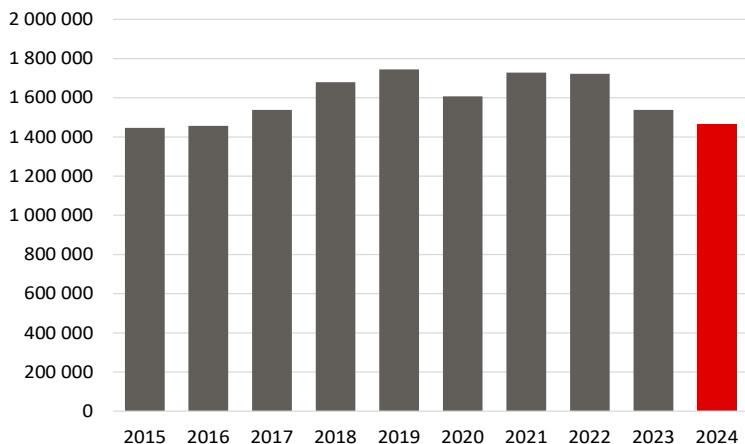
Port de Montréal

Février 2025

Une publication de la Division de l'intelligence économique
Service du développement économique • Ville de Montréal

Trafic annuel de conteneurs, Port de Montréal, 2015 à 2024

Nombre d'EVP (équivalents 20 pieds)



Source : Port de Montréal.

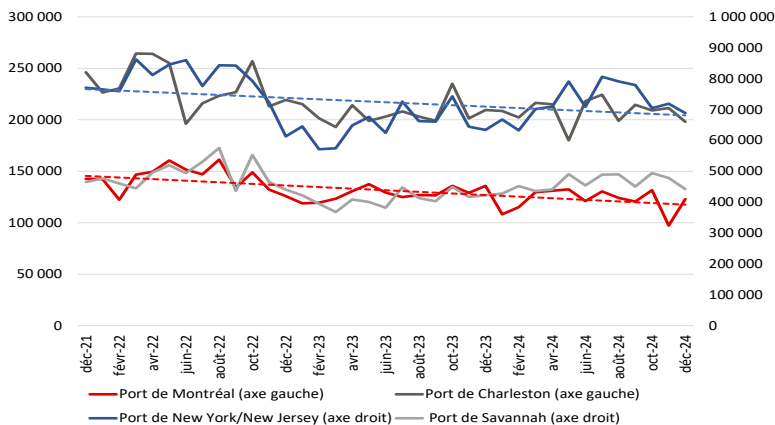


Le Port de Montréal est un port international à forte proportion de conteneurs ayant des échanges avec plus de 140 pays. Son emplacement géographique stratégique permet aux importateurs et aux exportateurs d'avoir accès à 110 millions de consommateurs au Canada, ainsi que dans le Midwest et le Nord-Est américains, en moins de deux jours

par train ou par camion. En 2024, les échanges du Port de Montréal avec le reste du Canada ont crû de 2 % et ceux avec l'Europe du Nord de 5,3 %.

Trafic mensuel de conteneurs, Port de Montréal et ports de la côte-est américaine, 2021 à 2024

Nombre d'EVP (équivalents 20 pieds) et lignes de tendance



Sources : Port de Montréal, Port de New York et du New Jersey, Port de Savannah et Port de Charleston.
Compilation : Montréal en statistiques, Ville de Montréal.

RECU DU TRAFIC DE CONTENEURS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE

Le Port de Montréal rapporte qu'au total 1 464 321 conteneurs EVP ont transité par ses installations en 2024, soit une baisse de 4,8 % par rapport à ce qui avait été enregistré en 2023. Cette baisse est toutefois moins importante que celle qui avait été enregistrée entre 2022 et 2023 (-10,7 %).

Au sommet de la reprise et avant la mise en place de la politique monétaire restrictive au cours de l'année 2022, le nombre de conteneurs avait crû de 7,5 % en 2021.

Trafic annuel de conteneurs 2024

1 464 321 conteneurs EVP

Variation mensuelle

Novembre 2024 - Décembre 2024

+ 25 705 conteneurs EVP

+ 26,4 %

Variation annuelle

2023 - 2024

- 74 141 conteneurs EVP

- 4,8 %

UN REBOND RAPIDE DES ACTIVITÉS EN DÉCEMBRE MALGRÉ UNE ANNÉE COMPOSÉE DE DÉFIS

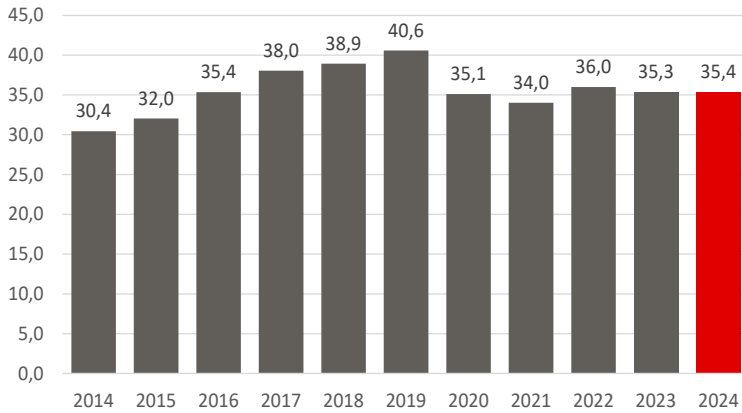
La grève des débardeurs déclenchée à la fin octobre a porté un coup aux activités portuaires de Montréal. Ainsi, 97 263 conteneurs d'EVP ont été enregistrés au Port de Montréal en novembre, soit un recul de 26,1 % par rapport au mois précédent. Toutefois, la hausse enregistrée au cours du mois de décembre (+ 26,4 %) a permis de compenser cette baisse.

Bien qu'en 2024 certains ports concurrents de la côte-est américaine, soit les ports de New York/ New Jersey (+ 11,4 %), de Savannah (12,5 %) et de Charleston (+0,6 %), aient enregistré des hausses du trafic de conteneurs, les résultats de décembre présentent une tendance baissière pour tous ces ports.



Trafic total de marchandises manutentionnées, Port de Montréal, 2014 à 2024

En millions de tonnes métriques



Source : Port de Montréal.
Compilation : Montréal en statistiques, Ville de Montréal.



La diversification des activités du Port de Montréal joue un rôle important dans sa résilience et sa capacité d'adaptation face à la conjoncture économique. En 2024, le secteur du vrac liquide représentait 38,6 % du volume total avec 13,7 millions de tonnes, celui des conteneurs 35,5 % avec 12,6 millions de tonnes, celui du vrac solide 25,3 % avec 9,0 millions de tonnes et celui non conteneurisé 0,6 % avec 197 351 tonnes.

LE TRAFIC DE MARCHANDISES AU PORT DE MONTRÉAL EST DEMEURÉ STABLE EN 2024

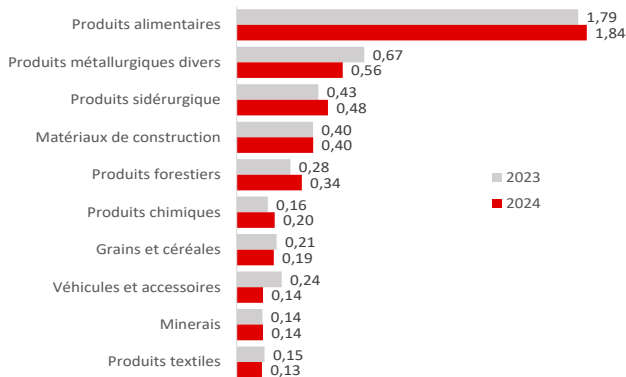
Après un ralentissement en 2023 et une année 2024 marquée par d'importants défis, comme les arrêts de travail dans la chaîne logistique et la hausse de l'inflation, le volume de marchandises manutentionnées au Port de Montréal a légèrement augmenté au cours de la dernière année. Plus de 35,4 millions de tonnes de marchandises ont ainsi été manutentionnées au Port de Montréal en 2024, soit une augmentation de 0,2 % par rapport à 2023. Cette hausse est principalement attribuable aux secteurs du vrac solide, qui a enregistré une hausse de 10,3 % au cours de la dernière année.

À noter que malgré la hausse enregistrée au cours de la dernière année, le volume total de marchandises manutentionnées demeure en deçà du niveau prépandémique.

Entre 2023 et 2024, le volume de marchandises conteneurisées ayant transigé au Port de Montréal a diminué de 3,9 %. On constate, toutefois, qu'au cours de cette période, les importations de marchandises conteneurisées ont enregistré une hausse de 1,4 %, tandis que les exportations ont diminué de 9,0 %.

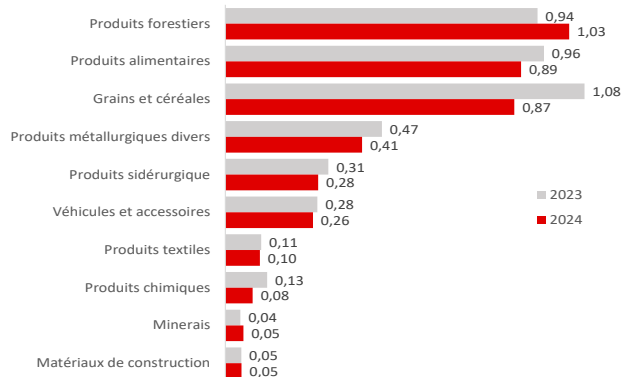
Principales marchandises conteneurisées importées, Port de Montréal, 2023 et 2024

En millions de tonnes métriques



Principales marchandises conteneurisées exportées, Port de Montréal, 2023 et 2024

En millions de tonnes métriques



Source : Port de Montréal.
Compilation : Montréal en statistiques, Ville de Montréal.



Coup d'œil

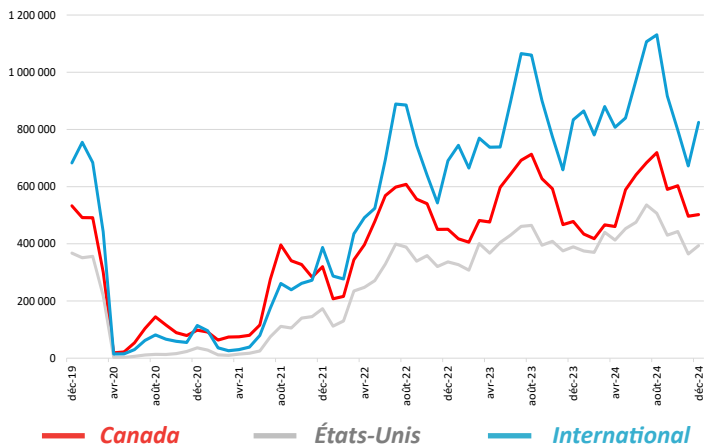
Le trafic aéroportuaire en 2024

Aéroports de Montréal

Mars 2025

Une publication de la Division de l'intelligence économique
Service du développement économique • Ville de Montréal

Trafic passagers aux aéroports de Montréal selon le marché géographique, 2019 à 2024



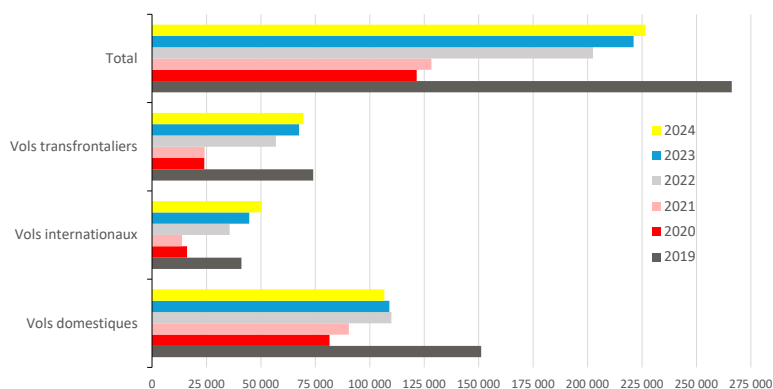
Source : Aéroports de Montréal.

Le saviez-vous ?

Situé à proximité du centre ville de Montréal, l'Aéroport international Montréal-Trudeau relie Montréal à 156 destinations par vols directs, dont 89 internationales, 34 aux États-Unis et 33 au Canada. Avec près de 200 entreprises sur son site et près de 29 000 emplois directs, il constitue un moteur d'activité économique important. En effet, le site aéroportuaire constitue un important pôle d'activités

industrielles, commerciales, administratives et gouvernementales, en plus des activités reliées au transport aérien et des services d'appui à l'aéronautique. (Source : Aéroports de Montréal.)

Mouvements aériens aux aéroports de Montréal selon le marché géographique, 2019 à 2024



Source : Aéroports de Montréal.

LE TRAFIC PASSAGERS À MONTRÉAL ATTEINT UN SOMMET HISTORIQUE

Au total, plus de 22,4 millions de passagers ont transité par les installations aéroportuaires montréalaises en 2024, en hausse de 5,8 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit, par ailleurs, d'une hausse marquée de 10,3 % par rapport à ce qui avait été enregistré en 2019.

Entre 2023 et 2024, le nombre de voyageurs ayant transité par ces installations a crû dans tous les segments. La hausse a été de 9,9 % sur les vols transfrontaliers (États-Unis), de 7,6 % pour les vols internationaux et de 0,2 % sur les liaisons effectuées à l'intérieur du Canada.

Passagers embarqués/débarqués 2024

22,4 millions de passagers

Variation sur 5 ans
2019 - 2024

+ 2,1 millions de passagers

+ 10,3 %

Variation annuelle
2023 - 2024

+ 1,2 million de passagers

+ 5,8 %

LE NOMBRE DE MOUVEMENTS AÉRIENS DEMEURE EN DEÇÀ DU NIVEAU PRÉPANDÉMIQUE

Dans l'ensemble, la hausse des passagers ne correspond pas à une augmentation du nombre de vols. En effet, bien que le nombre de vols accueillis aux installations aéroportuaires montréalaises en 2024 ait été nettement supérieur à ce qui avait été enregistré en 2023 (+ 2,4 %), 2022 (+ 9,2 %) et en 2021 (+ 76,5 %), il demeure inférieur au niveau observé avant la pandémie, soit en 2019 (-14,9 %).

Entre 2023 et 2024, les gains ont été enregistrés dans le segment des vols internationaux (+ 12,6 %) et celui des liaisons transfrontalières (+ 2,9 %). À l'inverse, le nombre de vols domestiques a poursuivi sa chute (- 2,1 %) au cours de la dernière année.



Coup d'œil

La confiance des PME et des consommateurs

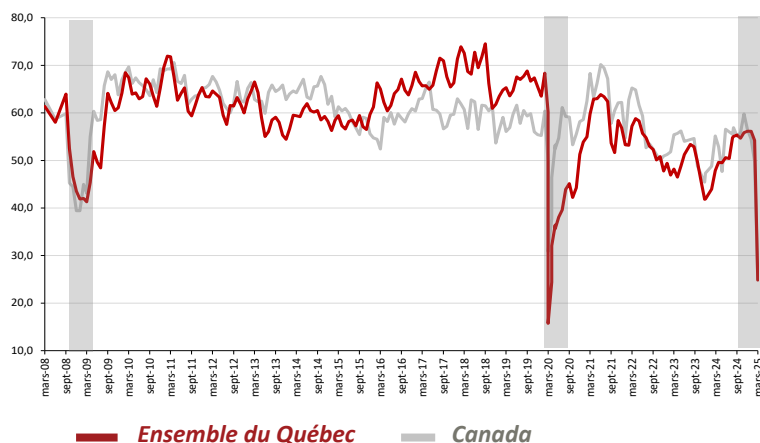
Ensemble du Québec

Avril 2025

Une publication de la Division de l'intelligence économique
Service du développement économique • Ville de Montréal

La série d'annonces et l'entrée en vigueur de tarifs additionnels de part et d'autre de la frontière américaine, avec le climat général d'incertitude qu'elles génèrent, ont déjà un impact concret sur les entreprises et les consommateurs, tant au Québec qu'ailleurs au Canada, notamment sur les décisions d'investissement des entreprises, mais également sur la consommation des ménages.

Indice de confiance des PME à long terme (12 mois), Canada et Québec, mars 2008 à mars 2025



Source : FCEI, Baromètre des affaires - Mars 2025.

RECU MARQUÉ DE LA CONFIANCE DES PME DU QUÉBEC EN MARS

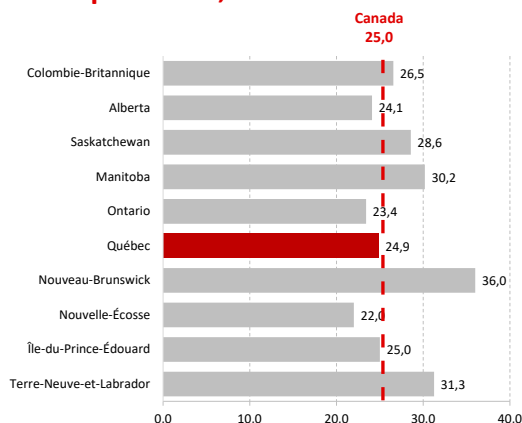
Selon les données de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), l'indice de confiance des PME québécoises, basé sur les attentes sur 12 mois, a chuté de 29,4 points entre février et mars 2025, pour s'établir à 24,9. Il s'agit, toutefois, d'un indice plus élevé que ce qui avait été enregistré en mars 2020, au début de la pandémie de COVID-19 (15,7).

À l'échelle du Canada, l'indice de confiance à long terme des PME enregistré s'est établi à 25,0 en mars 2025, soit un niveau inférieur à celui enregistré en mars 2020 (30,8).



L'imposition des tarifs douaniers par l'administration américaine constitue un réel défi pour les PME canadiennes. Selon la FCEI, 62 % de celles sondées en mars derniers sont déjà négativement affectées. À l'échelle sectorielle, les résultats sont tout aussi inquiétants. La proportion des PME affectées par les tarifs atteint 76 % dans le commerce de gros, 73 % dans la fabrication, 65 % dans les transports et 61 % dans le commerce de détail.

Indice de confiance des PME à long terme (12 mois), Canada et provinces, mars 2025



Source : FCEI, Baromètre des affaires - Sondage effectué entre le 5 et le 7 mars 2025.

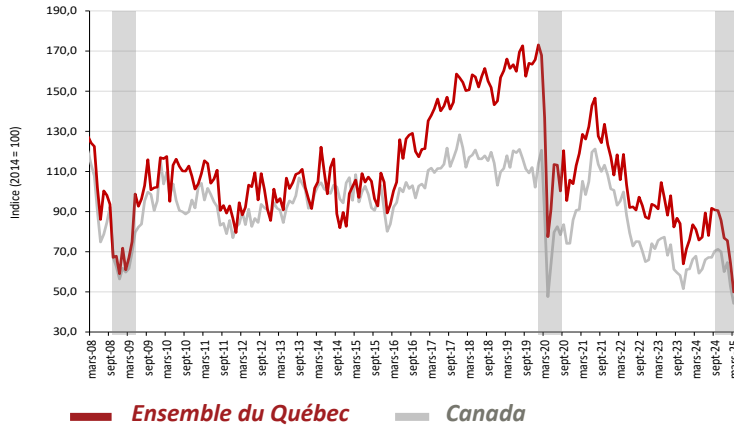
LES PME DU QUÉBEC PARMIS LES MOINS CONFIANTES AU CANADA

L'indice de confiance des PME a chuté dans toutes les provinces canadiennes et se situe entre 22 et 36. Les PME du Québec (24,9), celles de l'Alberta (24,1) et celles de l'Ontario (23,4) sont les moins confiantes au Canada.

Les données de la FCEI sur le long terme indiquent également que la part des PME québécoises qui comptent réduire leurs effectifs est supérieure à celle qui envisage de recruter de nouveaux employés à temps plein.



Indice de confiance des consommateurs, Canada et Québec, mars 2008 à mars 2025



Source : Conference Board du Canada.

Le saviez-vous ?

L'indice de confiance des consommateurs canadiens a reculé de 8,4 points entre février et mars, pour s'établir à 44,2, un creux historique. Malgré le ralentissement de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt, l'incertitude économique persistante demeure un facteur important qui influence la confiance des consommateurs. Les inquiétudes concernant la sécurité d'emploi, conjuguées à la volatilité économique générale, notamment à cause des tensions commerciales avec les États-Unis, maintiennent les ménages canadiens sur les nerfs.

BAISSE IMPORTANTE DE LA CONFIANCE DES QUÉBÉCOIS EN MARS

Selon l'indice publié par le Conference Board du Canada, la confiance des consommateurs québécois a chuté de 14,5 points entre les mois de février et mars 2025, pour s'établir à 49,9. L'écart entre l'indice actuel et celui enregistré en mars 2020 (136,7), au début de la pandémie, est de près de 87 points.

À titre de comparaison, l'indice de confiance des consommateurs canadiens s'est établi à 44,2 en mars 2025, soit une baisse de 44,4 points par rapport à ce qu'il était au cours du même mois de 2020 (88,6).

Indice de confiance des consommateurs Mars 2025

49,9

Variation annuelle
Mars 2024 - Mars 2025
- 32,2 points

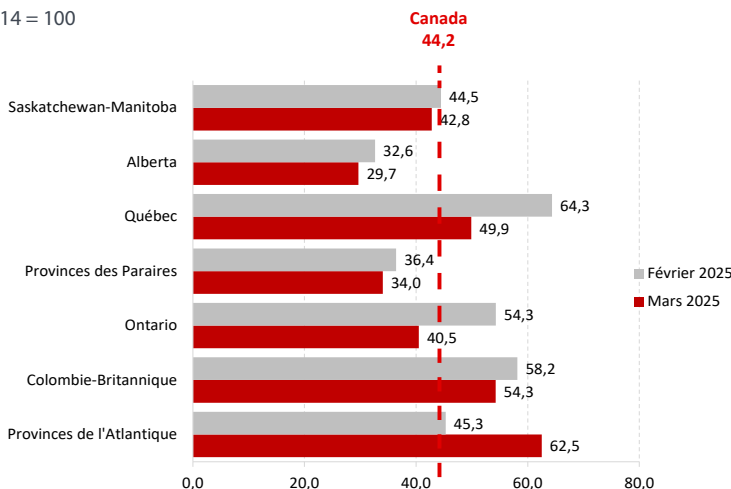


Variation mensuelle
Février 2025 - Mars 2025
- 14,5 points



Indice de confiance des consommateurs, Canada et provinces, février et mars 2025

2014 = 100



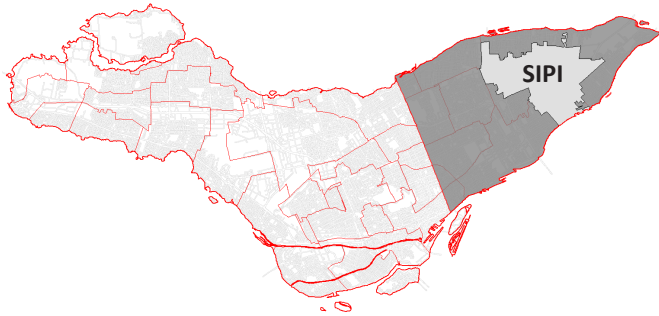
Source : Conference Board du Canada.

LES QUÉBÉCOIS PARMIS LES PLUS CONFIANTS AU CANADA

À l'exception des Provinces de l'Atlantique, dont l'indice de confiance des consommateurs a bondi de plus de 17 points entre février et mars, toutes les autres provinces ont enregistré des baisses.

Les consommateurs des Provinces de l'Atlantique, de la Colombie-Britannique et du Québec affichent, toutefois, un niveau de confiance supérieur à la moyenne nationale. Leurs indices se situent ainsi entre 49,9 et 62,5, alors qu'il s'établit à 44,2 pour l'ensemble du Canada en mars 2025.

Territoire de l'Est de Montréal



La revitalisation de l'Est de Montréal, une grande priorité pour la Ville de Montréal

La Ville de Montréal et le gouvernement du Québec ont signé la Déclaration pour revitaliser l'Est de Montréal, dans laquelle ils se sont engagés à réaliser la revitalisation de ce territoire.

L'Est de Montréal regroupe plusieurs infrastructures stratégiques, comme le Port de Montréal, le Parc olympique, ou encore les institutions d'Espace pour la vie, le plus important complexe muséal en sciences de la nature au Canada. Il comprend aussi plusieurs terrains industriels à fort potentiel de développement, notamment le secteur industriel de la Pointe-de-l'Île (SIPI) qui est le plus grand projet de revitalisation industrielle de l'histoire du Canada.

Dans le cadre de cette publication, les données présentées portent sur le territoire situé à l'est de l'agglomération de Montréal à partir de l'avenue Papineau. Ce territoire s'étend, ainsi, sur près de 148 km², représentant environ 30 % du territoire de l'ensemble de l'agglomération de Montréal.

ZOOM SUR LE SECTEUR INDUSTRIEL DE LA POINTE-DE-L'ÎLE (SIPI)



Superficie	32 km² 6,4 % de la superficie de l'agglomération
Emploi total en 2023	43 600 emplois 3,8 % des emplois de l'agglomération
Établissements d'affaires en 2023	2 100 établissements 3,2 % des établissements de l'agglomération

Source : Statistique Canada.

- Le SIPI jouit d'un emplacement stratégique qui permet d'accéder rapidement aux autoroutes 20, 25 et 40 et aux infrastructures portuaires et ferroviaires. Il offre donc une intermodalité complète pour le transport des marchandises, tant vers les marchés intérieurs que pour l'importation et l'exportation.
- L'écosystème des entreprises du SIPI est propice à l'implantation de nouvelles grappes industrielles axées sur la transition écologique et l'innovation.
- Plusieurs grands projets en voie d'être réalisés dans l'Est de l'Île devraient également contribuer à l'attractivité du SIPI, notamment :
 - le prolongement de la ligne bleue du métro jusqu'à Anjou
 - la création d'un système de transport collectif structurant (projet structurant de l'Est)
 - l'aménagement et le réaménagement d'axes routiers importants
 - la préservation des milieux naturels et l'implantation d'un corridor vert (Pôle nature de l'Est)

[Pour en savoir plus...](#)

Évolution de la population, Est de Montréal et agglomération de Montréal, 2016-2021

	Est de Montréal		Agglomération de Montréal	
	Total	%	Total	%
Population totale en 2016	683 395		1 942 044	
Population totale en 2021	699 636		2 004 265	
Croissance de 2016-2021 (en nombre)	16 241		62 221	
Taux de croissance de 2016-2021 (en %)	2,4		3,2	

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.

Près de 35 % de la population de l'agglomération réside dans l'Est de Montréal

Entre 2016 et 2021, l'Est de Montréal a enregistré une croissance démographique de 2,4 % et compte 16 241 habitants de plus qu'il y a cinq ans. Ainsi, en 2021, on recensait près de 700 000 résidents dans le secteur, soit 34,9 % de la population totale de l'agglomération de Montréal.

L'agglomération de Montréal a, pour sa part, enregistré une croissance démographique de 3,2 % entre 2016 et 2021.

Population totale selon les grands groupes d'âge, Est de Montréal et agglomération de Montréal, 2021

	Est de Montréal		Agglomération de Montréal	
	Total	%	Total	%
Population totale selon l'âge	699 636	100,0	2 004 265	100,0
0 à 14 ans	113 925	16,3	309 765	15,5
15 à 64 ans	461 170	65,9	1 343 175	67,0
65 ans et plus	124 535	17,8	351 325	17,5
Âge moyen de la population	41,3	--	41,0	--

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.

Les personnes en âge de travailler comptent pour 66 % de la population de l'Est de Montréal

La population du secteur est composée de :

- 16,3 % d'enfants de moins de 15 ans;
- 65,9 % de personnes en âge de travailler (population âgée de 15 à 64 ans);
- et de 17,8 % d'aînés, âgés de 65 ans et plus.

L'Est de Montréal compte, ainsi, une plus faible proportion de personnes en âge de travailler que ce qui est observé à l'échelle de l'agglomération (67 %).

Population de 15 ans et plus selon la situation d'activité, Est de Montréal et agglomération de Montréal, 2021

	Est de Montréal		Agglomération de Montréal	
	Total	%	Total	%
Population de 15 ans et plus	569 925	100,0	1 650 135	100,0
Population active	367 400	--	1 081 640	--
Personnes occupées	331 285	--	971 245	--
Chômeurs	36 045	--	110 395	--
Taux d'activité	--	64,5	--	65,5
Taux d'emploi	--	58,1	--	58,9
Taux de chômage	--	9,8	--	10,2

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.

Une forte proportion des résidents de l'Est de Montréal occupe un emploi

En 2021, près de 65 % des résidents de l'Est de Montréal faisaient partie de la population active, qui inclut autant les personnes en emploi que les chômeurs.

La part de la population de 15 ans et plus résidant dans l'Est de Montréal qui occupait un emploi s'établit à 58,1 %, soit un taux qui se rapproche de celui de l'ensemble de l'agglomération de Montréal (58,9 %). Le taux de chômage dans l'Est de Montréal a, pour sa part, atteint 9,8 %, soit un taux inférieur à celui enregistré à l'échelle de l'agglomération de Montréal (10,2 %).

Revenu moyen de la population de 15 ans et plus, Est de Montréal et agglomération de Montréal, 2015-2020

	Est de Montréal	Agglomération de Montréal
	\$	\$
Revenu total moyen en 2015	35 732	43 670
Revenu total moyen en 2019	41 119	50 000
Revenu total moyen en 2020	44 578	53 250
Variation 2015-2020 (en \$)	+ 8 846	+ 9 580

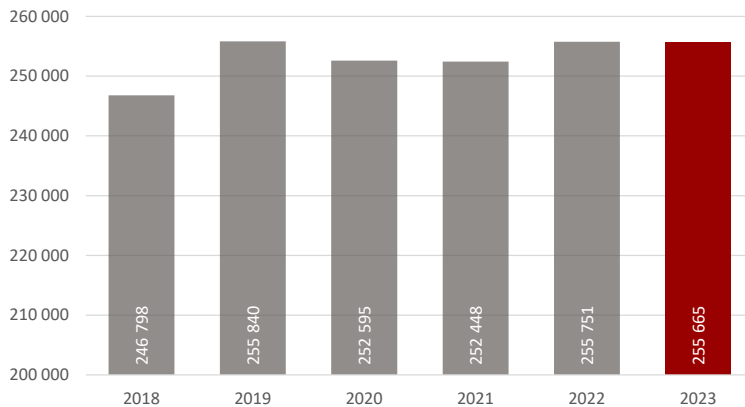
Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.

Le revenu moyen de la population de 15 ans et plus s'élevait à près de 45 000 en 2020

Le revenu moyen d'emploi de la population âgée de 15 ans et plus résidant dans l'Est de Montréal s'établissait, au dernier recensement, à 44 578 \$, alors qu'il s'élevait à moins de 36 000 \$ en 2015. Il s'agit d'une augmentation de près de 9 000 \$ en 5 ans.

À noter que les transferts gouvernementaux, dont a bénéficié une forte proportion de la population pendant la pandémie, ont contribué à faire augmenter, de manière considérable, les revenus de certains particuliers.

Évolution de l'emploi total, Est de Montréal, 2018-2023



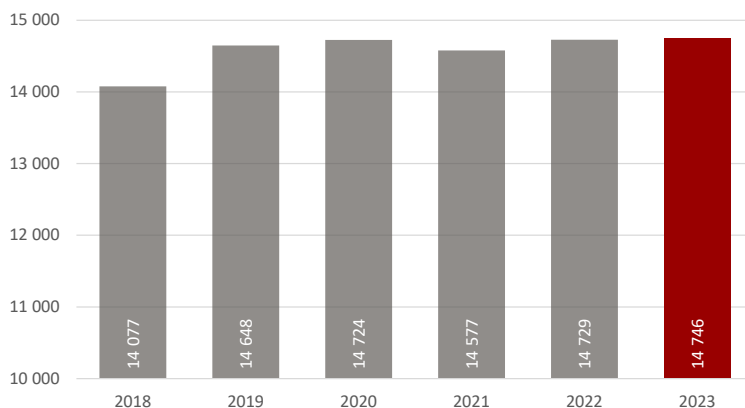
Source : Statistique Canada, estimations à partir du Registre des entreprises.

L'emploi a augmenté de 3,6 % dans l'Est de Montréal entre 2018 et 2023

Selon les estimations basées sur les données du registre des entreprises de Statistique Canada, on dénombrait 255 665 emplois dans l'Est de Montréal en 2023, tous secteurs confondus. Ils comptent pour 22,5 % des 1,1 million d'emplois dénombrés dans l'agglomération de Montréal.

À noter qu'entre 2018 et 2023, l'emploi a crû de 3,6 % dans l'Est de Montréal alors qu'au cours de la même période, la croissance de l'emploi a été de 2,1 % dans l'ensemble de l'agglomération de Montréal.

Évolution du nombre d'établissements d'affaires, Est de Montréal, 2018-2023



Source : Statistique Canada, Registre des entreprises.

Près de 23 % des établissements d'affaires de l'agglomération sont localisés dans l'Est de Montréal

En 2023, on dénombrait 14 746 établissements d'affaires dans l'Est de Montréal. Ce territoire regroupe, ainsi, près de 23 % des 64 649 établissements d'affaires recensés dans l'agglomération de Montréal. Cette proportion a peu varié au cours des cinq dernières années puisqu'elle était de 22,7 % en 2018.

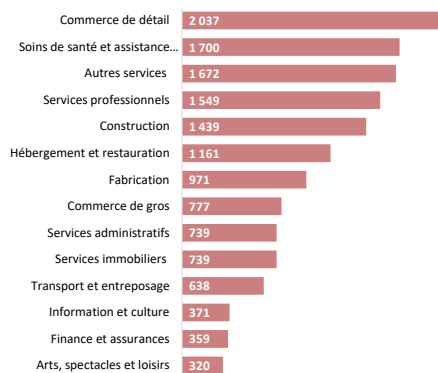
On note, par ailleurs, que le nombre d'établissements d'affaires a augmenté de 4,75 % sur le territoire de l'Est de Montréal entre 2018 et 2023. À l'échelle de l'agglomération, la croissance a été de 4,2 % au cours de la même période.

Établissements d'affaires selon la taille, Est de Montréal et agglomération de Montréal, 2023

	Est de Montréal		Agglomération de Montréal	
	Total	%	Total	%
Total - avec employés	14 746	100,0	64 649	100,0
Moins de 10	10 330	70,1	44 861	69,4
10 à 49	3 496	23,7	15 241	23,6
50 à 99	530	3,6	2 490	3,9
100 à 199	228	1,5	1 129	1,7
200 à 499	109	0,7	605	0,9
500 et plus	53	0,4	323	0,5

Source : Statistique Canada, Registre des entreprises.

Établissements d'affaires dans les principaux secteurs d'activité, Est de Montréal, 2023



Source : Statistique Canada, Registre des entreprises.

Commerce de rue selon l'usage et le type d'implantation, Est de Montréal et agglomération de Montréal, 2024

	Est de Montréal		Agglomération de Montréal	
	Total	%	Total	%
Ensemble des locaux à usage commercial	7 744	100,0	28 462	100,0
Nombre de locaux vacants	996	--	4 005	--
Taux de vacance	12,9	--	14,1	--
Nombre hors-SDC	6 046	78,1 %	17 772	62,3
Nombre dans les SDC	995	12,8	7 368	25,9
Nombre dans les centres commerciaux	693	8,9	3 233	11,4
Nombre dans les marchés publics	10	0,1	139	0,5

Source : Enquête terrain des locaux commerciaux, Ville de Montréal, 2024. Compilation : Division de l'intelligence économique.

Note : Établie en 2021, l'enquête terrain recense annuellement les locaux destinés à une activité économique, situés au niveau du rez-de-chaussée et au sous-sol, à travers l'agglomération de Montréal. La collecte de 2024 a été effectuée entre les mois de mai et d'août.

Un peu plus de 70 % des établissements d'affaires de l'Est de Montréal ont moins de 10 employés

Plus de 70 % des établissements d'affaires recensés sur le territoire de l'Est de Montréal comptent moins de 10 employés. Les entreprises comptant entre 10 et 100 employés représentent, quant à elles, 27,3 % de l'ensemble des établissements. Ainsi, 97,4 % des établissements localisés dans l'Est de Montréal sont de petites entreprises. On dénombre également, 337 établissements de 100 à 499 employés et 53 entreprises de 500 employés et plus sur ce territoire. Ils comptent, ensemble, pour 2,6 % de tous les établissements recensés dans l'Est.

Plus de 2 000 établissements de commerce de détail recensés dans l'Est de Montréal en 2023

Dans l'ensemble des établissements d'affaires dénombrés dans l'Est de Montréal, 2 037 sont reliés au commerce de détail, représentant 13,8 % du total. Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (11,5 %), celui des autres services (11,3 %), ainsi que celui des services professionnels, scientifiques et techniques (10,5 %) figurent parmi les principaux secteurs d'activité du territoire.

On dénombre également près de 1 000 établissements du secteur de la fabrication sur le territoire de l'Est de Montréal. Ils sont principalement spécialisés dans la fabrication de produits métalliques (15,2 %), la fabrication d'aliments (14,2 %), ainsi que la fabrication de meubles et de produits connexes (12,4 %).

Le taux de vacance des locaux commerciaux s'établit à près de 13 % dans l'Est de Montréal en 2024

En 2024, on recensait 7 744 locaux commerciaux (locaux destinés à la pratique d'une activité économique, excluant les activités industrielles et institutionnelles), situés au niveau du rez-de-chaussée et au sous-sol, dans l'Est de Montréal. Ils comptaient pour un peu plus de 27 % de tous les locaux commerciaux dénombrés sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Parmi les 7 744 locaux commerciaux recensés dans l'Est de Montréal en 2024, 996 étaient vacants, ce qui correspond à un taux de vacance de 12,9 %. Il s'agit d'un taux relativement stable par rapport à celui enregistré en 2023 (12,6 %). À noter qu'en 2024, le taux de vacance à l'échelle de l'agglomération de Montréal s'élevait à 14,1 %.

Coup d'œil L'immobilier non résidentiel

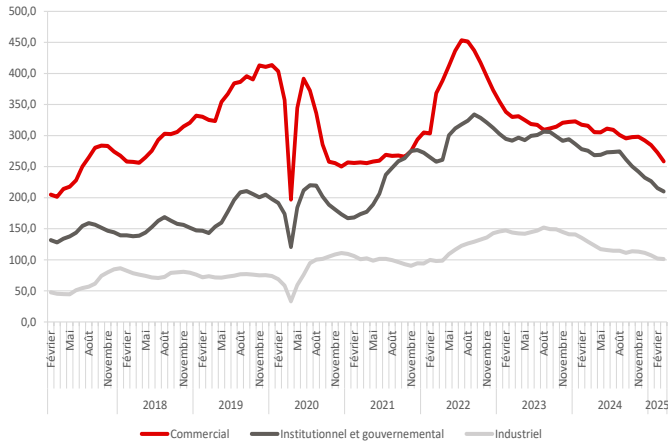
RMR de Montréal

Mai 2025

Une publication de la Division de l'intelligence économique
Service du développement économique • Ville de Montréal

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, RMR de Montréal, janvier 2017 à mars 2025

En M\$, (données non désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada. Tableau : 34-10-0286-01.

Note : Le secteur institutionnel et gouvernemental regroupe les immeubles de type publics et communautaires tels que les écoles, les hôpitaux, les foyers et résidences pour personnes âgées, les bureaux gouvernementaux et les églises.



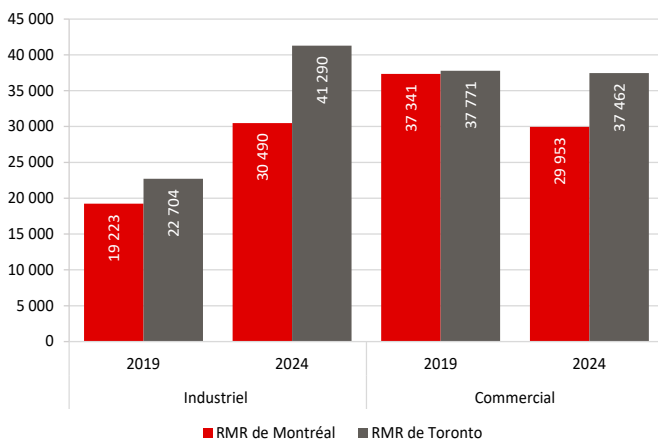
Le saviez-vous?

Dans la RMR de Montréal, l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels se concentre majoritairement dans l'immobilier commercial. Toutefois, la part de marché de ce secteur est en forte baisse comparativement à la période pré-pandémique, passant de 60 % en mars 2019 à un peu plus de 45 % en mars 2025. À l'inverse, on observe une hausse de la part de l'investissement

en construction de bâtiments industriels à Montréal. Celle-ci est ainsi passée de 10,3 % en mars 2020 à 17,8 % en mars 2025, soit une hausse de plus de 7 points de pourcentage en cinq ans.

Investissement en construction de bâtiments industriels et commerciaux par emploi dans ces secteurs, RMR de Montréal et RMR de Toronto, 2019 à 2024

En \$ par emploi, (données non désaisonnalisées)



Sources : Statistique Canada, Tableaux 34-10-0286-01 et 14-10-0467-01.

Note : L'emploi industriel regroupe les SCIAN 11, 21, 31-33 et 48-49; l'emploi commercial regroupe les SCIAN 41, 44-45, 52-53, 54, 55-56, 51, 71, 72 et 81. Les SCIAN 22, 23, 61, 62 et 91 ont été exclus.

Recul de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels dans la RMR de Montréal

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels s'est chiffré à près de 569,8 millions de dollars dans la RMR de Montréal en mars 2025, en baisse de 3,5 % par rapport au mois précédent. Cette baisse est observée dans tous les secteurs, soit de 5,2 % dans le secteur commercial, de 2,4 % dans l'institutionnel et gouvernemental, ainsi que de 1,0 % dans l'industriel.

Après une reprise des investissements à la suite de la pandémie, on note une tendance à la baisse depuis le milieu de l'année 2022, et plus particulièrement au cours de la dernière année. Entre mars 2024 et mars 2025, les baisses observées ont été de 23,7 % pour les immeubles institutionnels, de 21,7 % pour les immeubles industriels et de 18,2 % pour les immeubles commerciaux.

Hausse de l'investissement en construction de bâtiments industriels par emploi

C'est dans l'industriel qu'on note une forte croissance de l'investissement en construction de bâtiments par emploi entre 2019 et 2024 et ce, autant dans la RMR de Montréal que dans la RMR de Toronto (croissance annuelle moyenne de 10 % et 13 % respectivement).

À l'inverse, pour le secteur commercial, alors que l'investissement en construction de bâtiments par emploi s'est maintenu dans la RMR de Toronto, on note une baisse (-4% en croissance annuelle moyenne) dans la RMR de Montréal.

Les taux d'inoccupation élevés des édifices à bureaux et la hausse de la vacance commerciale affectent l'investissement en construction de bâtiments commerciaux dans la RMR de Montréal

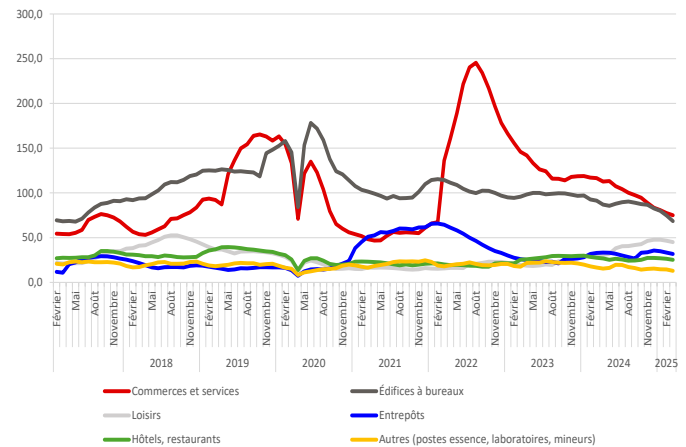
La baisse de l'investissement en construction des immeubles commerciaux, observée depuis le sommet atteint en juillet 2022, est principalement attribuable au recul marqué enregistré dans le marché des bâtiments voués aux services et commerces, ainsi que celui des édifices à bureaux. Entre mars 2024 et mars 2025, les baisses ont été de 35,7 % et de 25,2 %, respectivement, dans ces deux marchés.

Le taux d'inoccupation des espaces à bureaux atteignant 19,8 % au premier trimestre 2025 dans le Grand Montréal, selon la firme CBRE, et une vacance commerciale de 14,1 % en 2024 pour l'agglomération de Montréal diminuent les besoins pour de nouvelles constructions dans ces secteurs.

Notons, toutefois, qu'entre mars 2024 et mars 2025, on observe une augmentation marquée de l'investissement en construction d'immeubles de loisirs (+46,4 %), qui incluent les théâtres et bâtiments récréatifs.

Investissement en construction de bâtiments commerciaux par composante, RMR de Montréal, Janvier 2017 à mars 2025

En M\$, (données non désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada. Tableau : 34-10-0286-01.

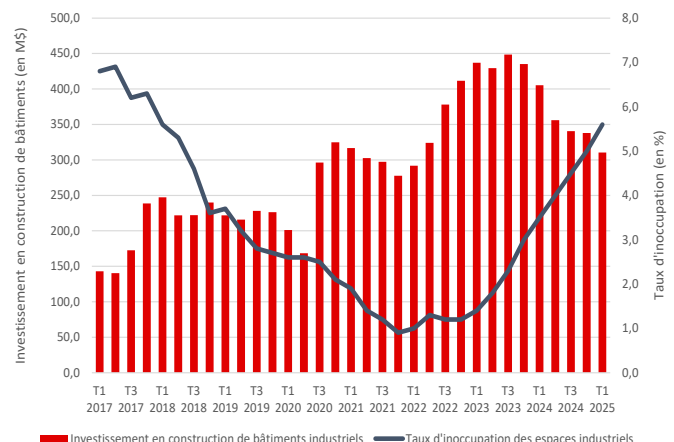
L'investissement en construction de bâtiments industriels depuis 2020 a contribué à améliorer la disponibilité d'espaces dans la RMR de Montréal

L'investissement en construction d'usines de fabrication a crû de façon importante depuis la pandémie, atteignant un sommet en août 2023, avant de décliner progressivement. L'afflux important de nouvelles installations et le ralentissement de la demande ont toutefois entraîné une augmentation des stocks et créé une offre excédentaire.

D'une part, la demande dans ce marché pourrait s'être déplacée des espaces de moyenne et grande taille vers des espaces plus petits, notamment en raison d'une hausse des loyers industriels. D'autre part, la tendance à la hausse de l'approvisionnement local durant la pandémie de la COVID-19 et les goulots d'étranglement de la chaîne logistique mondiale ont entraîné une augmentation de l'investissement en construction de bâtiments agricoles, qui a atteint un sommet en janvier 2024.

Investissement en construction de bâtiments industriels (RMR de Montréal) et taux d'inoccupation des espaces industriels (Grand Montréal), 1^{er} trimestre 2017 au 1^{er} trimestre 2025

En M\$ (données non désaisonnalisées) et en %



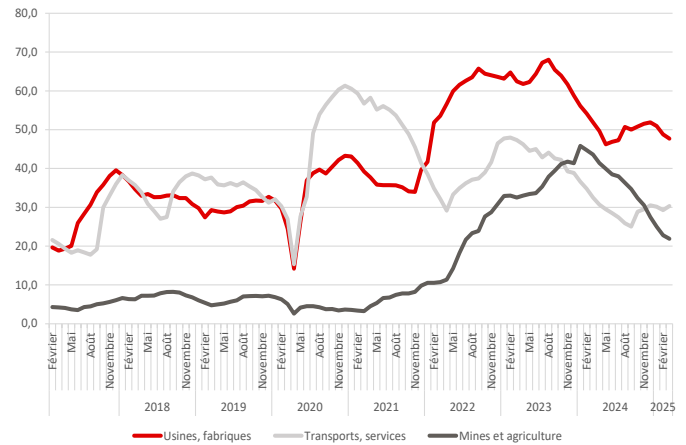
Sources : Statistique Canada. Tableau : 34-10-0286-01; CBRE.



Les baisses observées au cours de la dernière année sont principalement attribuables à la chute enregistrée dans le marché des bâtiments agricoles (-49,7 %) et, dans une moindre mesure, aux reculs dans les usines de fabrication (-8,0 %), ainsi que dans les espaces de services de transports (-6,8 %), qui incluent les garages, ateliers et entrepôts de matériel.

Investissement en construction de bâtiments industriels par composante, RMR de Montréal, janvier 2017 à mars 2025

En M\$ (données non désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada. Tableau : 34-10-0286-01.

Quelques tendances à surveiller

L'immobilier commercial

- Les préférences marquées pour les environnements de bureaux de qualité supérieure et leurs impacts sur les décisions d'investissement des promoteurs immobiliers.
- La réduction de la superficie des nouvelles constructions de locaux des détaillants, qui modifiera le visage du magasin traditionnel.
- L'impact des grands projets récents et en cours (ex. : revitalisation de la rue Sainte-Catherine Ouest, Réseau express métropolitain) sur l'attractivité des immeubles à bureaux et du commerce de détail.
- L'impact des plans de réduction de l'immigration, conjuguée à la baisse des dépenses de consommation des ménages et leurs préférences pour des enseignes à bas prix, sur les décisions d'investissement des promoteurs.

L'immobilier industriel

- La hausse du volume d'espaces à sous-louer dans le segment des grandes surfaces, notamment en raison du délestage par certaines entreprises de services logistiques externalisés (3PL) des installations louées pendant la pandémie de la COVID-19.
- La concurrence accrue entre les promoteurs de petits espaces et le segment des installations d'envergure, qui fait preuve de créativité pour accommoder les exploitants de petite et moyenne tailles.
- L'impact de l'incertitude économique entourant les tarifs douaniers américains sur l'empreinte d'entreposage et de distribution, ainsi que la demande d'espaces industriels à Montréal.
- Les défis et opportunités de la fermeture des installations d'Amazon au Québec (plus de 2,2 millions de pi²), notamment pour le marché de la location et de la sous-location.



Coup d'œil sur



Le niveau de vie des Montréalais

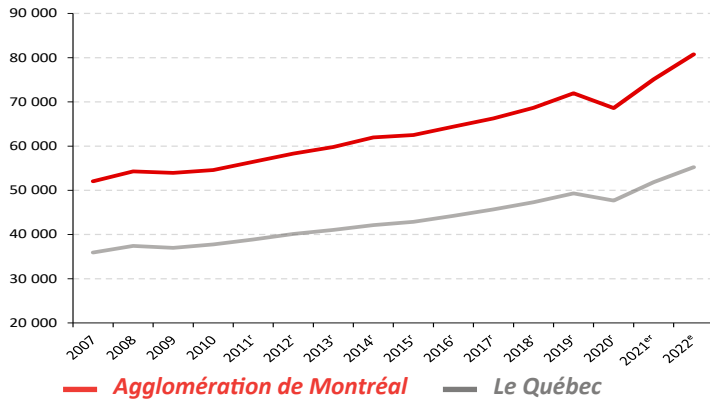
Agglomération de Montréal

Jun 2025

Une publication de la Division de l'intelligence économique
Service du développement économique • Ville de Montréal

Évolution du PIB réel par habitant, agglomération de Montréal et ensemble du Québec, 2007-2022^e

En \$ constants par habitant



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada.

Notes :

-e = donnée estimée, r = donnée révisée, er = données estimées et révisées.

-L'Indice implicite de prix a été utilisé comme déflateur du Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base.

Le niveau de vie des Montréalais a fortement progressé et a atteint un sommet en 2022

Entre 2012 et 2022, le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant a crû de 38,5 % pour s'établir à 80 759 \$ en 2022 dans l'agglomération de Montréal. À titre de comparaison, au cours des dix dernières années, le PIB réel par habitant du Québec a cru de 37,7 % pour s'établir à 55 236 \$ en 2022.

À noter, également, que l'écart entre le PIB réel par habitant de l'agglomération de Montréal et celui de l'ensemble du Québec est passé de 45,3 % en 2012 à 46,2 % en 2022.



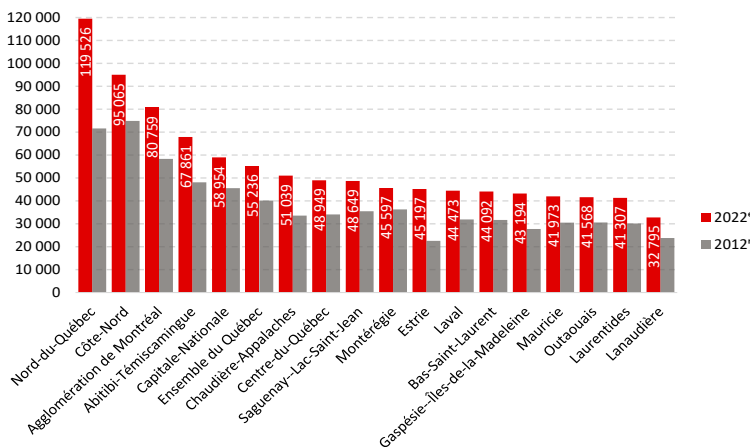
Le saviez-vous

Le niveau de vie est la richesse collective d'une population produite par chaque habitant d'une région. Le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant est l'indicateur le plus fréquemment utilisé pour le mesurer. Par définition, le PIB réel par habitant mesure le volume des biens et services produit en moyenne par habitant durant une année au sein d'un territoire.

À noter que le niveau de vie n'est pas à confondre avec la qualité de vie. Cette dernière notion est plus englobante puisqu'elle tient compte du bien-être social de la population et peut, à titre d'exemples, inclure des indicateurs se référant aux inégalités de revenus et à la pollution.

PIB réel par habitant, régions administrative du Québec, 2012^r et 2022^e

En \$ constants par habitant



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada.

Note : r = donnée révisée, e = donnée estimée.

Calculs : Montréal en statistiques, Ville de Montréal.

Montréal maintient une position enviable et stable au sein du Québec

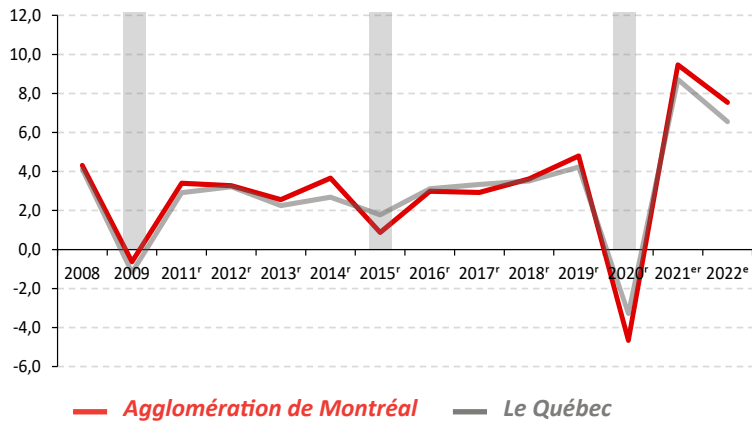
Bien que le PIB réel par habitant ait progressé dans toutes les régions administratives du Québec entre 2012 et 2022, le classement est demeuré stable, toujours dominé par les régions dont l'économie est axée sur les ressources naturelles (Nord-du-Québec et Côte-Nord) et l'agglomération de Montréal.

À noter, toutefois, que plusieurs régions du Québec ont fait des progrès remarquables au cours des dix dernières années. C'est le cas de l'Estrie, du Nord-du-Québec, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec, de l'Abitibi-Témiscamingue, de Laval et du Bas-Saint-Laurent dont la progression du PIB réel par habitant entre 2012 et 2022 a surpassé celle de Montréal. Celle-ci se situait entre +39 % et +100 %.

L'accroissement du niveau de vie des Montréalais ralentit et tend vers la performance pré-pandémique

Croissance du PIB réel par habitant, agglomération de Montréal et ensemble du Québec, 2008 à 2022^e

Variation annuelle en %



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada.

Notes :

-e = donnée estimée, r = donnée révisée, er = données estimées et révisées.

-L'indice implicite de prix a été utilisé comme déflateur du Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base.

La croissance du PIB réel par habitant à Montréal a été particulièrement plus forte au cours des deux dernières années, soit de 9,5 % entre 2020 et 2021 et de 7,5 % entre 2021 et 2022. La croissance plus lente enregistrée en 2022, comparativement à celle de 2021, pourrait indiquer un retour progressif à des niveaux de croissance d'avant la pandémie de la COVID-19.

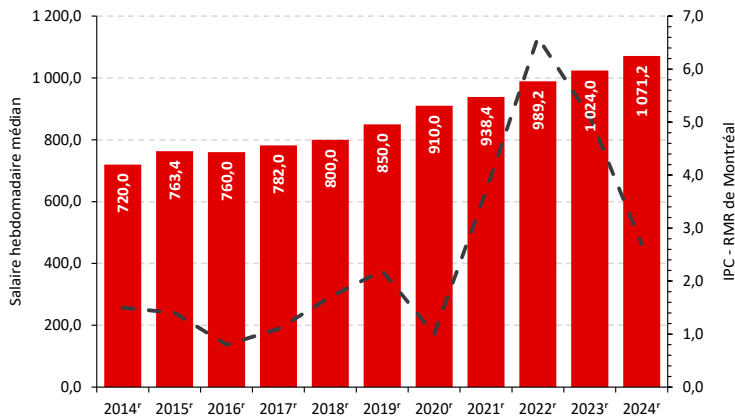
Par ailleurs, l'évolution du niveau de vie des Montréalais a suivi de près les cycles économiques. Le PIB réel par habitant de l'agglomération de Montréal a en effet enregistré un recul en 2009 (-0,6 %), une plus faible croissance en 2015 (+0,9 %) et une décroissance en 2020 (-4,7 %).

L'effondrement du prix du pétrole au milieu de 2014 s'est traduit par une contraction de l'activité économique en 2015 en raison d'importantes réductions des dépenses d'investissement des entreprises du secteur de l'énergie. Par ailleurs, l'arrêt généralisé des activités économiques causé par la pandémie de la COVID-19 en 2020 a entraîné une forte baisse de la production et de l'emploi. Les nombreux soutiens gouvernementaux ont toutefois permis un rebond rapide de l'activité économique.

L'amélioration du niveau de vie des Montréalais s'observe également par la croissance des salaires

Salaire hebdomadaire médian, agglomération de Montréal, 2014 à 2024

Salaire en \$, IPC en %



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada.

Note : r = donnée révisée.

Le salaire hebdomadaire médian des travailleurs montréalais a atteint un peu plus de 1 071 \$ en 2024, soit une progression de 4,6 % par rapport à 2023 et de 48,8 % comparativement à 2014. En considérant que l'indice des prix à la consommation (IPC) ait augmenté de 2,7 % en moyenne en 2024 dans la région métropolitaine de Montréal, cette hausse des salaires signifie une amélioration du pouvoir d'achat des Montréalais dans la dernière année.

Plusieurs facteurs ont contribué à stimuler le niveau de vie des Montréalais

Quatre déterminants importants peuvent être analysés pour expliquer l'évolution du PIB réel par habitant : la productivité du travail, le taux d'emploi, le nombre d'heures travaillées par emploi, la proportion de la population de 15 à 64 ans dans la population totale. Toute amélioration dans l'un ou l'autre de ces facteurs fera augmenter le niveau de vie d'une région. Ainsi, un niveau de productivité et une proportion de la population en emploi élevés se traduiront par une augmentation du niveau de vie.

Quelques déterminants du niveau de vie, agglomération de Montréal et ensemble du Québec, 2012 et 2022

	Agglomération de Montréal		Ensemble du Québec	
	2012	2022	2012	2022
Productivité du travail (en milliers de \$)	120 170 \$	152 343 \$	80 845 \$	109 078 \$
Taux d'emploi	57,8 %	64,0 %	59,9 %	61,6 %
Total Proportion des personnes en âge de travailler (15 à 64 ans) dans la population totale	69,7 %	68,0 %	68,4 %	63,6 %

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada.
Note : r = donnée révisée, e = estimation.
Calculs : Montréal en statistiques, Ville de Montréal.

La croissance de la productivité du travail a été remarquable à Montréal

Le PIB réel par emploi s'élevait à près de 152 343 \$ en 2022 dans l'agglomération de Montréal, soit une hausse de 26,8 % par rapport à 2012. Cette croissance est toutefois moins élevée que celle enregistrée à l'échelle du Québec (+34,9 %) dont le PIB réel par emploi en 2022 a atteint 109 100 \$. Notons toutefois que l'écart entre l'agglomération de Montréal et l'ensemble du Québec en matière de productivité a diminué, passant de 32,6 % à 28,6 % entre 2012 et 2022.

Le taux d'emploi des Montréalais a fortement augmenté

La proportion des travailleurs dans la population en âge de travailler, ou le taux d'emploi, est passé de 57,8 % en 2012 à 64,0 % en 2022 dans l'agglomération de Montréal, en hausse de 6,2 points de pourcentage. Au cours de la même période, ce taux est passé de 59,9 % à 61,6 % au Québec, soit 1,7 point de pourcentage de plus en dix ans.

La proportion des personnes en âge de travailler (15 à 64 ans) dans la population totale a légèrement décliné, mais demeure supérieure à celle du Québec

La part des personnes âgées de 15 à 64 ans dans la population totale de l'agglomération de Montréal a légèrement baissé, passant de 69,7 % à 68,0 % entre 2012 et 2022. Au Québec, cette proportion a chuté, passant de 68,4 % à 63,6 % au cours de cette période.



Montréal en
STATISTIQUES

COUP D'OEIL

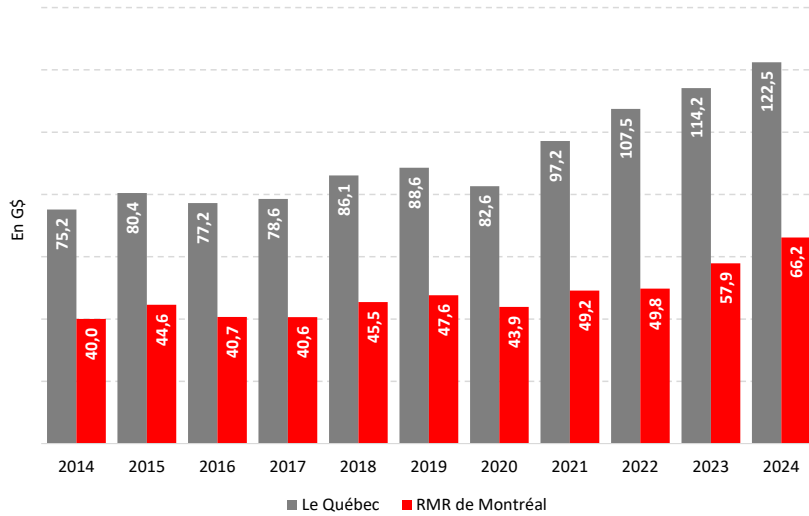
Les exportations des biens

Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal

Juillet 2025



Valeur des exportations des biens, RMR de Montréal et ensemble du Québec, 2014-2024



Source : Statistique Canada, Tableaux 12-10-0138-01 et 12-10-0098-01.

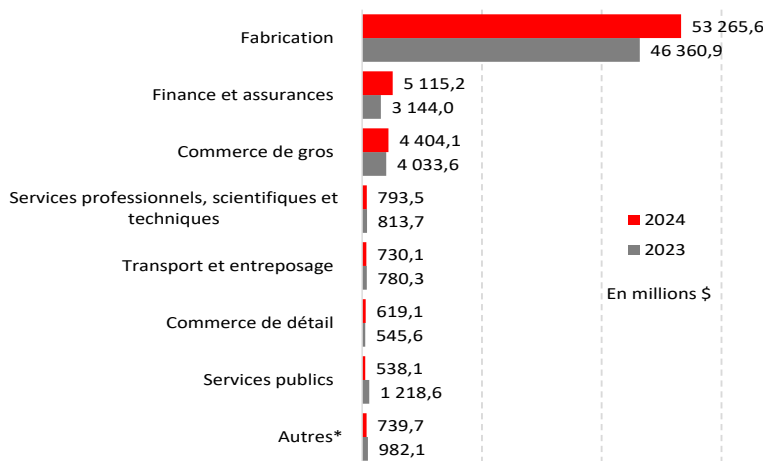
La part des exportations de Montréal dans le Québec atteint un sommet depuis 2016

En 2024, la valeur des exportations des biens de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal a augmenté de 14,4 % par rapport à 2023 pour s'établir à plus de 66,2 milliards de dollars. À titre de comparaison, au Québec, les exportations des biens ont crû de 7,3 % entre 2023 et 2024 pour se chiffrer à près de 122,5 milliards de dollars. Ainsi, la RMR de Montréal compte pour 54,1 % des exportations du Québec, soit la proportion la plus élevée depuis 2016.



En 2023, les exportations du Québec représentaient 19,7 % du produit intérieur brut (PIB) de la province. Cette proportion a peu varié au cours de la dernière décennie puisqu'elle était de 20,0 % en 2014. À titre de comparaison, la proportion des exportations au PIB de l'Ontario a chuté, passant de 23,8 % en 2014 à 22,1 % en 2023. À l'échelle du Canada, toutefois, on observe une augmentation du ratio exportations/PIB, qui est passé de 23,5 % en 2014 à 24,0 % en 2023 en dix ans.

Valeur des exportations des biens selon le secteur d'activité, RMR de Montréal, 2014 et 2024



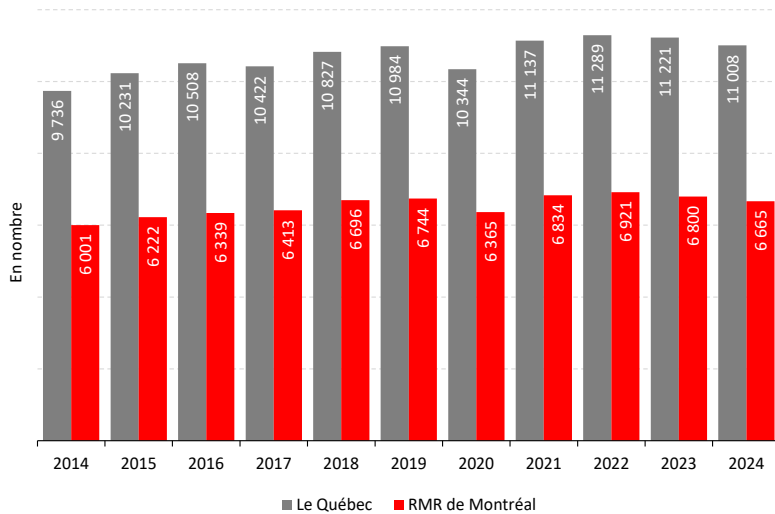
Source : Statistique Canada. Tableau 12-10-0138-01.

Note : Le secteur « Autres » regroupe tous les autres grands secteurs d'activité (SCIAN 11, 21, 23, 51, 53, 55, 56, 61, 62, 71, 72, 81 et 91).

Près de 95 % de la valeur des exportations des biens de la RMR sont concentrés dans trois secteurs d'activité

En 2024, la valeur des exportations des biens enregistrée dans le secteur de la fabrication a atteint près de 53,3 milliards de dollars dans la RMR de Montréal, soit une hausse d'environ 15 % par rapport à 2023. Le secteur de la finance et assurances, ainsi que celui du commerce de gros suivent avec des exportations chiffrées à plus de 5,1 milliards de dollars et 4,4 milliards de dollars, respectivement. À eux seuls, ces trois secteurs comptent ainsi pour près de 95 % de la valeur des exportations des biens en 2024 dans la RMR de Montréal.

Nombre d'établissements exportateurs, RMR de Montréal et ensemble du Québec, 2014-2024



Source : Statistique Canada. Tableaux 12-10-0138-01 et 12-10-0098-01.

Près de 61 % des établissements exportateurs du Québec sont localisés dans la RMR de Montréal

On dénombrait 6 665 établissements exportateurs dans la RMR de Montréal en 2024, en baisse de 2,0 % par rapport à l'année précédente. Entre 2014 et 2024, toutefois, le nombre d'établissements exportateurs a augmenté de 11,1 % (+664) dans la RMR de Montréal.

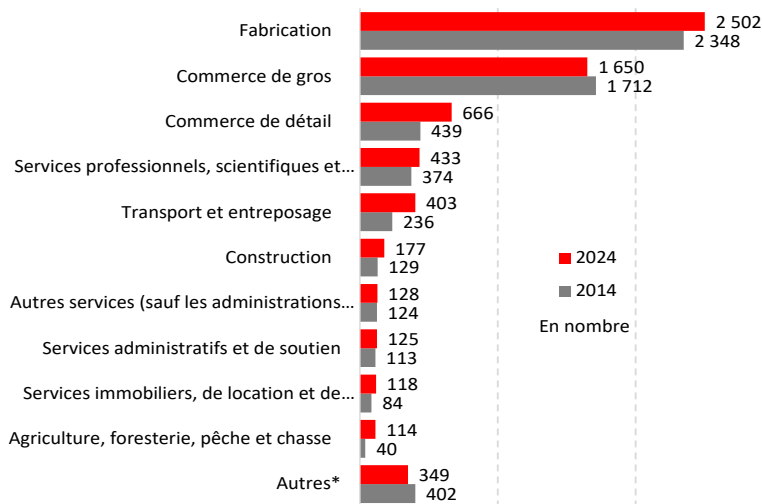
Au Québec, on dénombre 11 008 établissements exportateurs en 2024, soit 213 (-1,9 %) établissements en moins qu'il y a un an. Dans l'ensemble, la proportion d'établissements exportateurs du Québec localisés dans la RMR de Montréal, a légèrement décliné, passant de 61,6 % en 2014 à 60,5 % en 2024.

Le saviez-vous ?

Au Québec, en 2024, 98,6 % des établissements exportateurs sont des petites et moyennes entreprises ou PME (0 à 499 employés). Cette proportion varie peu chaque année. En revanche, la part de la valeur des biens exportés par les PME québécoises dans les exportations totales a décliné, passant de 75,7 % en 2014 à 64,1 % en 2024. Fait à noter, bien que les grandes entreprises (500 employés et plus) regroupent seulement 1,4 % des établissements exportateurs du Québec, la valeur des biens exportés par celles-ci a atteint plus de 43,9 milliards de dollars

en 2024, soit une augmentation de près de 140 % entre 2014 et 2024, contre une hausse de 38,1 % pour les PME au cours de la même période.

Nombre d'établissements exportateurs selon le secteur d'activité, RMR de Montréal, 2014 et 2024



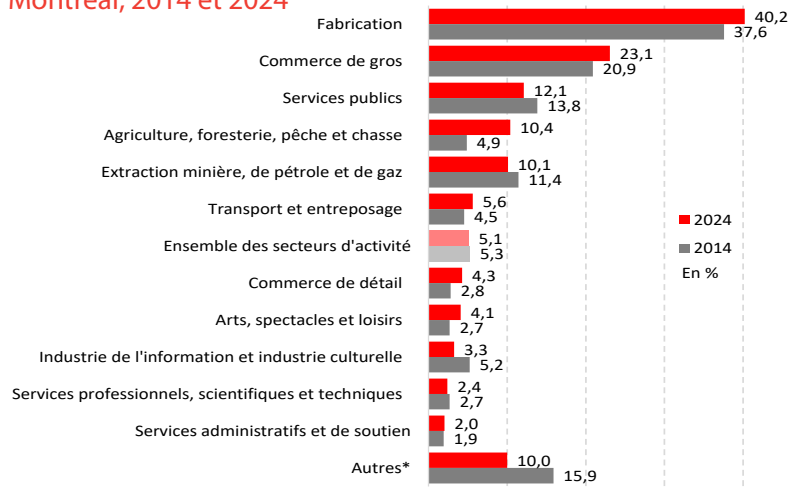
Source : Statistique Canada, Tableau 12-10-0138-01. Note : Le secteur « Autres » regroupe les SCIAN 21, 22, 51, 52, 53, 55, 61, 62, 71, 72, 81 et 91.

Près de 85 % des établissements exportateurs de la RMR de Montréal sont regroupés dans cinq secteurs d'activité

En 2024, sur les 6 665 établissements exportateurs dénombrés dans la RMR de Montréal, 5 654, soit 84,8 %, étaient regroupés dans cinq secteurs d'activité : fabrication, commerce de gros, commerce de détail, services professionnels, scientifiques et techniques, transport et entreposage.

De tous ces secteurs, celui du commerce de détail s'est le plus démarqué en matière de croissance avec une hausse de 227 établissements exportateurs entre 2014 et 2024. Le secteur du transport et de l'entreposage (+167), ainsi que celui de la fabrication (+154) occupent respectivement les deuxième et troisième rangs pour la croissance du nombre d'établissements exportateurs.

Proportion d'établissements exportateurs dans le total des établissements d'affaires selon le secteur d'activité, RMR de Montréal, 2014 et 2024



Sources : Statistique Canada, Tableaux : 12-10-0138-01 et 3310076301.
 Note : Le secteur « Autres » regroupe les SCIAN 23, 52, 53, 55, 61, 62, 71, 72, 81 et 91.

La proportion d'établissement d'affaires montréalais qui exportent a peu varié depuis 2014, mais celle-ci diffère entre les industries

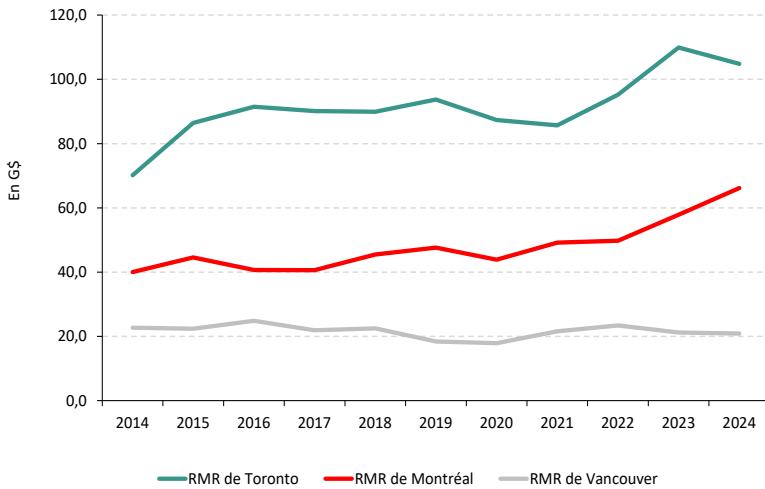
En 2024, 5,1 % des établissements d'affaires de la RMR de Montréal étaient exportateurs. Cette proportion a légèrement baissé puisqu'elle se situait à 5,3 % en 2014. Certains secteurs se démarquent toutefois avec des proportions largement supérieures à la moyenne régionale de toutes les industries. C'est le cas du secteur de la fabrication qui a vu la proportion de ses établissements d'affaires qui exportent passer de 37,6 % en 2014 à 40,2 % en 2024. Le secteur du commerce de gros arrive au deuxième rang avec un peu plus de 23 % de ses établissements d'affaires qui exportent en 2024, contre 20,9 % en 2014.



Bien que la RMR de Toronto dispose d'un bassin d'établissements d'affaires plus important que celui de la RMR de Montréal, la proportion de ces établissements qui exporte est presque similaire dans les deux métropoles. En 2024, les établissements exportateurs comptaient pour 5,0 % des établissements d'affaires de Toronto. Cette proportion était de 5,1 % à Montréal.

À noter que, entre 2014 et 2024, la proportion d'établissements d'affaires montréalais qui exportent a également cru dans les secteurs de l'agriculture, du transport et entreposage, du commerce de détail, ainsi que les arts, spectacles et loisirs.

Valeur des exportations des biens dans les principales RMR canadiennes, 2014-2024



Source : Statistique Canada, Tableaux : 12-10-0138-01.

Le saviez-vous ?

En 2024, près de 27,0 % de la valeur des exportations des biens du Canada était générée par les RMR de Montréal, de Toronto et de Vancouver. Par ailleurs, ces trois régions métropolitaines regroupent 44,4 % des établissements exportateurs du Canada. Vingt ans plus tôt, soit en 2004, ces proportions étaient de 30,2 % et 49 %, respectivement. Ainsi, bien que ces trois régions demeurent les plus importantes en matière d'exportations de marchandises du Canada, la baisse de leur poids signale qu'il y a de plus en plus des régions du Canada qui exportent.

Part respective de chaque secteur d'activité dans la valeur des exportations des biens de la région, principales RMR canadiennes, 2024
 En %

	RMR de Montréal	RMR de Toronto	RMR de Vancouver
Fabrication	80,5	80,1	46,4
Finance et assurances	7,7	5,4	0,2
Commerce de gros	6,7	8,3	28,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,2	0,8	2,1
Transport et entreposage	1,1	1,5	3,0
Commerce de détail	0,9	0,8	1,4
Services publics	0,8	0,1	7,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,2	0,2	4,5
Extraction minière, de pétrole et de gaz	0,1	0,3	4,2
Autres*	0,8	2,5	1,9

Source : Statistique Canada, Tableau : 12-10-0138-01.
 Note : Le secteur « Autres » regroupe les SCIAN 23, 44-45, 51, 53, 55, 56, 61, 62, 71, 72, 81, 91.

La baisse des exportations à Toronto, conjuguée à la forte hausse à Montréal, réduit l'écart entre les deux régions

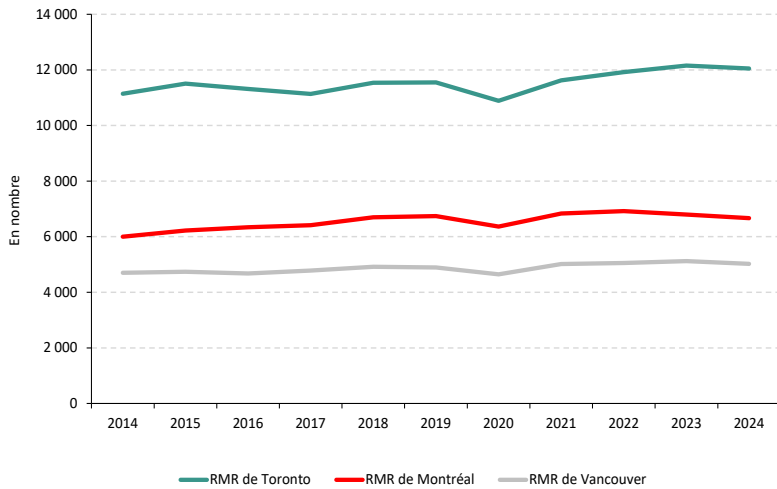
En 2024, la valeur des biens exportés par les entreprises de la RMR de Toronto s'élevait à environ 104,8 milliards de dollars et celle enregistrée par les établissements exportateurs de la RMR de Vancouver à près de 20,9 milliards de dollars. Ainsi, entre 2023 et 2024, contrairement à la RMR de Montréal, les RMR de Toronto et de Vancouver ont enregistré des baisses de leurs exportations, soit de 4,6 % et 1,6 %, respectivement.

Au cours de la dernière année, l'écart entre la valeur des exportations des RMR de Toronto et de Montréal s'est rétréci, passant de 47,3 % en 2023 à 36,8 % en 2024. À l'opposé, celui entre la valeur des exportations de la RMR de Montréal par rapport à celle de la RMR de Vancouver s'est élargi, passant de 63,4 % à 68,5 % entre 2023 et 2024.

Une faible diversification sectorielle des exportations s'observe à Montréal et à Toronto

À l'instar de la RMR de Montréal, la valeur des exportations de la RMR de Toronto est majoritairement concentrée dans trois secteurs d'activité, soit la fabrication, le commerce de gros, ainsi que la finance et assurances. À eux seuls, en 2024, ces secteurs représentaient 93,7 % de la valeur totale des exportations de Toronto. À l'opposé, 94,3 % des exportations de la RMR de Vancouver sont générées par un plus grand nombre de secteurs, soit la fabrication, le commerce de gros, les services publics, l'agriculture, l'extraction minière, ainsi que le transport et entreposage.

Nombre d'établissements exportateurs dans les principales RMR canadiennes, 2014-2024



Source : Statistique Canada, Tableaux : 12-10-0138-01.

La proportion d'établissements exportateurs avec plus d'un pays partenaire est plus élevée à Montréal qu'à Toronto et Vancouver

En 2024, le nombre d'établissements exportateurs a diminué dans les RMR de Montréal (-2 %), de Vancouver (-1,9 %) et de Toronto (-0,9 %), pour s'établir à 6 665, 5 025 et 12 052, respectivement. Entre 2014 et 2024, toutefois, la croissance du nombre d'établissements exportateurs a été plus forte à Montréal (+11,1 %), qu'à Toronto (+8,2 %) et Vancouver (+6,9 %).

Le saviez-vous ?

Parmi les trois métropoles canadiennes analysées, Montréal est celle qui présente une plus grande diversification des partenaires commerciaux. En effet, en 2024, près de 30 % des établissements exportateurs montréalais exportaient vers plus d'un pays partenaire. Cette proportion était plus faible à Vancouver (25,9 %) et à Toronto (25,3 %). Bien que ces proportions aient décliné dans les trois métropoles par rapport à 2014, la RMR de Montréal (34,7 %) disposait toujours d'une plus grande proportion d'établissements exportateurs avec plus d'un pays partenaire que les régions de Vancouver (31,7 %) et de Toronto (31,0 %).

Part respective de chaque secteur d'activité dans le nombre d'établissements exportateurs de biens, principales RMR canadiennes, 2024

En %

	RMR de Montréal	RMR de Toronto	RMR de Vancouver
Fabrication	37,5	32,5	28,4
Commerce de gros	24,8	27,2	26,2
Commerce de détail	10,0	10,2	12,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,5	7,4	7,5
Transport et entreposage	6,0	6,7	5,7
construction	2,7	3,7	5,1
Services administratifs et de soutien	1,9	2,5	2,1
Services immobiliers, de location et de location à bail	1,8	2,0	2,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1,7	0,8	2,8
Autres*	7,2	7,1	7,7

Source : Statistique Canada, Tableau : 12-10-0138-01.

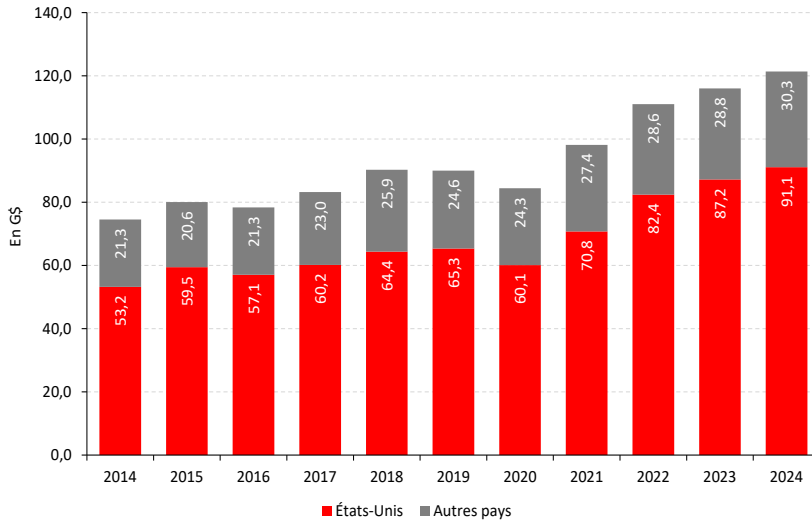
Note : Le secteur « Autres » regroupe les SCIAN 23, 44-45, 51, 53, 55, 56, 61, 62, 71, 72, 81, 91.

Une plus grande diversification sectorielle pour les établissements exportateurs à Montréal, Toronto et Vancouver

Pour les trois RMR, on observe une plus grande diversification sectorielle pour le nombre d'établissements qui exportent. En 2024, 84,8 % des établissements exportateurs de la RMR de Montréal, 83,9 % de ceux de la RMR de Toronto et 85 % de ceux de la RMR de Vancouver étaient regroupés dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros, du commerce de détail, du transport et entreposage, ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques.

En plus de ces secteurs, la RMR de Vancouver se distingue par la présence d'établissements exportateurs dans les secteurs de la construction, de l'agriculture, ainsi que des services immobiliers.

Valeur des exportations du Québec selon la destination, 2014-2024



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec.
 Commerce international en ligne (Données consultées le 22 juillet 2025).
 Note : Seules les exportations nationales (sans les réexportations) ont été prises en compte.

Le Québec demeure fortement lié aux États-Unis dans ses activités d'exportations

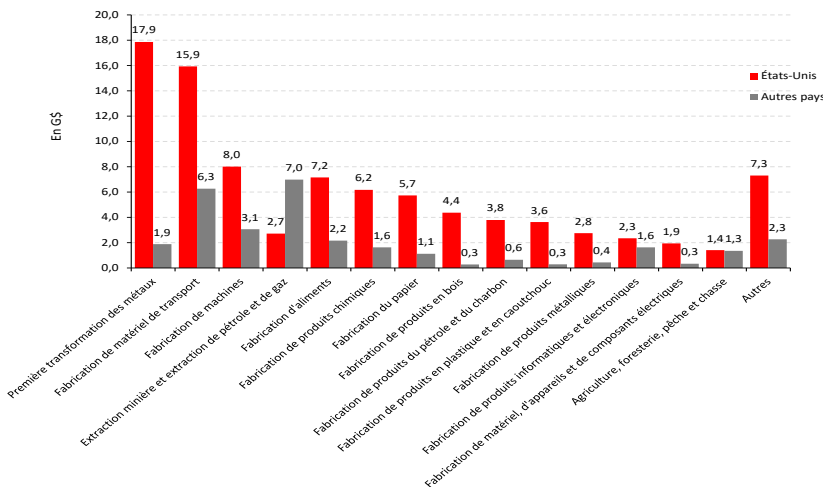
Entre 2023 et 2024, les exportations du Québec à destination des États-Unis ont augmenté de 4,5 % pour s'établir à près de 91,1 milliards de dollars au cours de la dernière année. Ainsi, au cours de la dernière années, 75 % des exportations du Québec étaient destinées à ce seul pays. À noter qu'en 2014, cette proportion s'élevait à 71,4 %. Il s'agit donc d'une hausse de l'importance du marché américain pour les exportations de la province.

À noter qu'en 2024, la Chine (3 %), le Japon (1,7 %), le Mexique (1,5 %) et la France (1,5 %) sont les autres principaux partenaires commerciaux du Québec au chapitre des exportations. Le poids de ces pays a peu varié par rapport à 2014.

Le saviez-vous ?

La RMR de Montréal regroupe plus de la moitié (50,3 %) du PIB du Québec dans le secteur de la fabrication. En particulier, la région compte pour 79,6 % du PIB du Québec de l'industrie de la fabrication de matériel de transport, plus du tiers de celui en fabrication des machines (39,1 %) et 32,5 % de celui de l'industrie de la première transformation des métaux. Ainsi, la RMR de Montréal est directement vulnérable face à la dépendance du Québec vis-à-vis des États-Unis.

Répartition des exportations du Québec selon la destination et les industries, 2024



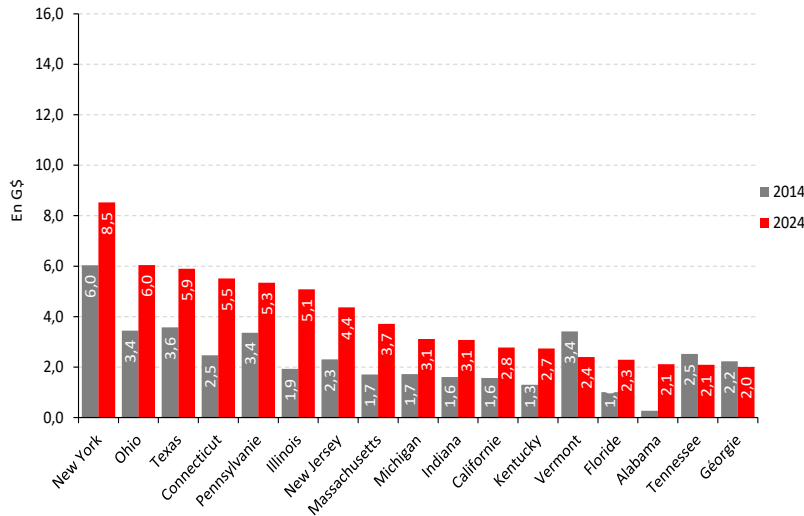
Source : Statistique Canada, Tableaux 12-10-0138-01 et 12-10-0098-01.

Le Québec est fortement lié au marché américain pour les exportations dans l'aérospatial et l'aluminium

En 2024, les industries de la fabrication de matériel de transport (18,3 %), qui inclut principalement l'aérospatial, celle de la première transformation des métaux (16,3 %), qui comprend l'aluminium, ainsi que celle de la fabrication de machines (9,1 %) regroupaient près 44 % de la valeur des exportations du Québec. À eux seuls, les États-Unis accaparaient près de 79 % de la valeur des exportations du Québec pour ces trois secteurs.

Toujours en 2024, les États-Unis constituent également le principal marché de destination des exportations du Québec pour d'autres industries névralgiques de la fabrication, telles que les produits du bois (94,1 %), le papier (83,7 %), les produits chimiques (79,1 %) et les aliments (76,8 %).

Valeur des exportations du Québec vers les États-Unis par État américain, 2014 et 2024



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec.
 Note : Seules les exportations nationales (sans les réexportations) ont été prises en compte.

Les exportations du Québec à destination des États-Unis se dirigent vers un plus grand nombre d'États américains

En 2024, près de 90 % de la valeur des exportations des biens du Québec à destination des États-Unis étaient dirigés vers 28 États américains, qui ont chacun acheté pour plus d'un milliard de dollars de marchandises de la province. Il s'agit d'un nombre d'États en nette augmentation puisqu'en 2014 seulement 17 États américains avaient acheté chacun pour plus d'un milliard des biens du Québec.

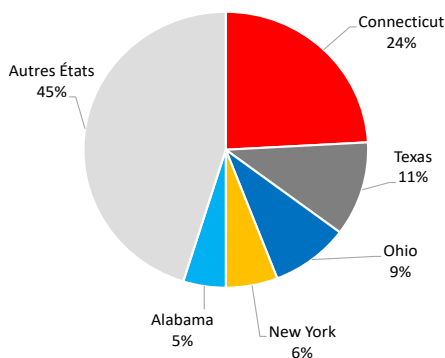
À noter que New York, l'Ohio et le Texas restent les partenaires historiques du Québec en matière de destination des exportations vers les États-Unis. En 2024, ils représentaient respectivement 9,4 %, 6,6 % et 6,5 % de la valeur des exportations du Québec vers les États-Unis.

En 2024, les États de Connecticut (24 %), du Texas (11 %), de l'Ohio (9 %), de New York (6 %) et de l'Alabama (5 %) étaient les principaux acheteurs du Québec pour les biens exportés dans l'industrie de la fabrication de matériel de transport. Ces États regroupaient ainsi plus de la moitié (54,8 %) de la valeur des exportations du Québec vers le marché américain dans cette industrie.

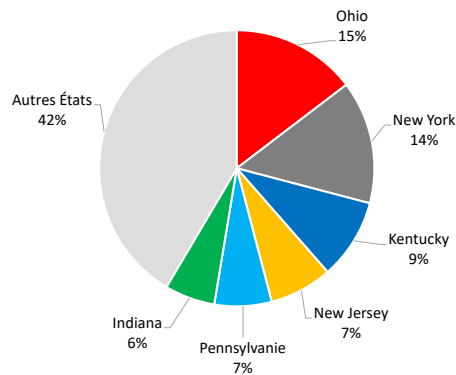
Au cours de la même année, les États de l'Ohio (15 %), de New York (14 %), de Kentucky (9 %), de New Jersey (7 %), de Pennsylvanie (7 %) et de l'Indiana (6 %) étaient les principaux acheteurs du Québec pour les biens associés à l'industrie de la première transformation des métaux. Ces États comptent ainsi pour 58,5 % des exportations du Québec dans ce secteur.

Destination des exportations du Québec vers les États américains, principales industries, 2024
 En %

Fabrication de matériel de transport



Première transformation des métaux



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec.



Coup d'œil La population active

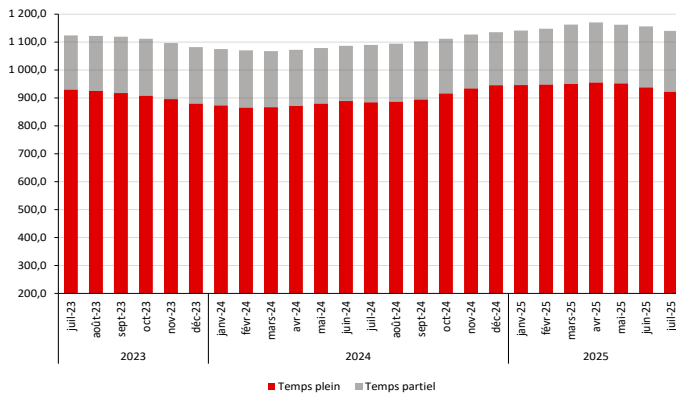
Agglomération de Montréal

Août 2025

Une publication de la Division de l'intelligence économique
Service du développement économique • Ville de Montréal

Personnes en emploi à temps plein et à temps partiel, agglomération de Montréal, juillet 2023 à juillet 2025

En nombre (000), (données désaisonnalisées)



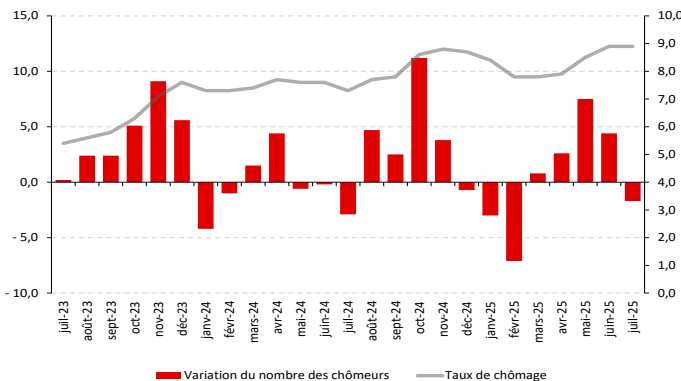
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Le saviez-vous ?

Au Québec, en juillet 2025, 55 % des postes à temps plein sont occupés par les hommes, contre 45 % par les femmes, tous les groupes d'âge confondus. À l'opposé, 60 % des emplois à temps partiel sont occupés par les femmes, contre 40 % par les hommes, et ce pour tous les groupes d'âge. Par ailleurs, les hommes québécois représentent une plus grande proportion des chômeurs (56,7 %) que les femmes québécoises (43,3 %).

Variation du nombre de chômeurs et évolution du taux de chômage, agglomération de Montréal, juillet 2023 à juillet 2025

Variation en % (gauche), taux de chômage (droite), (données désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Après un sommet historique en avril, l'emploi recule en juillet

Entre les mois de juin et de juillet 2025, le nombre de personnes en emploi à temps plein a reculé de 1,6 % (-15 400 emplois) pour s'établir à 922 200. L'emploi à temps partiel a, par ailleurs, diminué de 0,4 % (-800 emplois) au cours de la même période pour s'établir à 217 800. Ainsi, en juillet 2025, on dénombrait au total 1 139 900 personnes en emploi dans l'agglomération de Montréal, en baisse de 1,4 % (-16 300 emplois) par rapport au mois précédent.

À noter toutefois que le nombre de personnes en emploi dénombré sur le territoire de l'agglomération de Montréal en juillet 2025 a augmenté de 4,6 % (+ 50 100 emplois), par rapport à ce qui avait été enregistré au cours du même mois il y a un an.

Le taux de chômage se maintient alors que le nombre de chômeurs diminue

Le nombre de chômeurs a diminué de 1,5 % (1 700 personnes) au cours du dernier mois, passant de 112 700 en juin à 111 000 en juillet 2025. Au cours de cette période, le taux de chômage est demeuré stable à 8,9 % dans l'agglomération de Montréal, le nombre de personnes recherchant activement un emploi ou mises à pied temporairement ayant peu varié par rapport au mois précédent. Parallèlement, la population active a augmenté au même rythme que la création d'emplois, ce qui indique qu'elle a été entièrement absorbée par le marché du travail.

À noter que l'an dernier, en juillet 2024, on dénombrait 86 000 chômeurs sur le territoire de l'agglomération de Montréal et le taux de chômage s'élevait à 7,3 %.

Réduction de l'emploi et taux de chômage élevé chez les jeunes au Québec

Recul marqué de l'emploi chez les jeunes de 15 à 24 ans

Entre les mois de juin et de juillet 2025, le Québec a enregistré une baisse de 15 000 emplois. La hausse de l'emploi à temps plein (+1 500 emplois) n'ayant pas été suffisante pour contrebalancer les pertes enregistrées au niveau des postes à temps partiel (-16 500 emplois). Au cours de la même période, l'emploi a baissé tant chez les femmes (-11 400 ; -0,5 %) que chez les hommes (-3 600 ; -0,1 %). La baisse a particulièrement touché le groupe d'âge des 15 à 24 ans (-27 000 ; -4,3 %) et celui des 55 ans et plus (-6 900 ; -0,7 %), tandis qu'une hausse a été enregistrée chez les 25 à 54 ans (+18 900 ; +0,6 %).

Évolution de l'emploi selon les groupes d'âge, ensemble du Québec*, juin à juillet 2025

Emplois en nombre (000)

	Juin 2025			Juillet 2025		
	Hommes+	Femmes+	Total	Hommes+	Femmes+	Total
Emploi total	2 433,1	2 218,9	4 652,0	2 429,5	2 207,5	4 637,0
15 à 24 ans	311,6	316,6	628,2	287,0	314,1	601,2
25 à 54 ans	1 577,9	1 461,3	3 039,2	1 590,3	1 467,8	3 058,1
55 ans et plus	543,6	441,0	984,6	552,2	425,5	977,7
Emploi à temps plein	2 078,5	1 707,5	3 786,0	2 088,6	1 698,9	3 787,5
15 à 24 ans	157,2	116,5	273,8	140,1	116,7	256,9
25 à 54 ans	1 482,6	1 286,7	2 769,3	1 495,0	1 289,9	2 784,9
55 ans et plus	-	-	742,9	-	-	745,7
Emploi à temps partiel	354,6	511,4	866	340,9	508,6	849,5
15 à 24 ans	154,4	200,1	354,5	146,9	197,4	344,3
25 à 54 ans	95,3	174,6	269,9	95,3	177,9	273,2
55 ans et plus	-	-	241,6	-	-	232,0

Source : Statistique Canada, Tableau : 14-10-0287-01.

Note : *Les données de la population active par groupes d'âge et genre ne sont pas disponibles pour l'agglomération de Montréal sur une base mensuelle.

Taux de chômage élevé chez les jeunes de 15 à 24 ans

Entre juin et juillet 2025, le Québec a enregistré une forte baisse du nombre de chômeurs (-39 200 ; -12,6 %), particulièrement chez les hommes du groupe d'âge des 25 à 54 ans (30 600 ; -28,9 %). Le taux de chômage a pour sa part reculé, passant de 6,3 % en juin à 5,5 % en juillet 2025. Malgré tout, ce taux demeure particulièrement élevé chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans (11,4 %), autant pour les jeunes hommes (13,3 %) que pour les jeunes femmes (9,6 %).

À noter qu'en 2024, l'agglomération de Montréal regroupait près de 27 % des jeunes de 15 à 24 ans du Québec. Cette proportion atteint un peu plus de 28 % pour les personnes âgées de 25 à 54 ans.

Nombre de chômeurs et taux de chômage selon les groupes d'âge, ensemble du Québec*, juin et juillet 2025

Nombre de chômeurs en nombre (000) • Taux de chômage en %

	Juin 2025			Juillet 2025		
	Hommes+	Femmes+	Total	Hommes+	Femmes+	Total
Nombre de chômeurs	189,6	120,7	310,3	153,7	117,4	271,1
15 à 24 ans	49,1	32,6	81,7	43,9	33,3	77,1
25 à 54 ans	105,9	63,3	169,2	75,3	60,1	135,4
55 ans et plus	34,6	24,8	59,4	34,5	24,0	58,5
Taux de chômage	7,2	5,2	6,3	5,9	5,0	5,5
15 à 24 ans	13,6	9,3	11,5	13,3	9,6	11,4
25 à 54 ans	6,3	4,2	5,3	4,5	3,9	4,2
55 ans et plus	6,0	5,3	5,7	5,9	5,3	5,6

Source : Statistique Canada, Tableau : 14-10-0287-01.

Note : *Les données de la population active par groupes d'âge et genre ne sont pas disponibles pour l'agglomération de Montréal sur une base mensuelle.



Coup d'œil

Les ventes des industries manufacturières

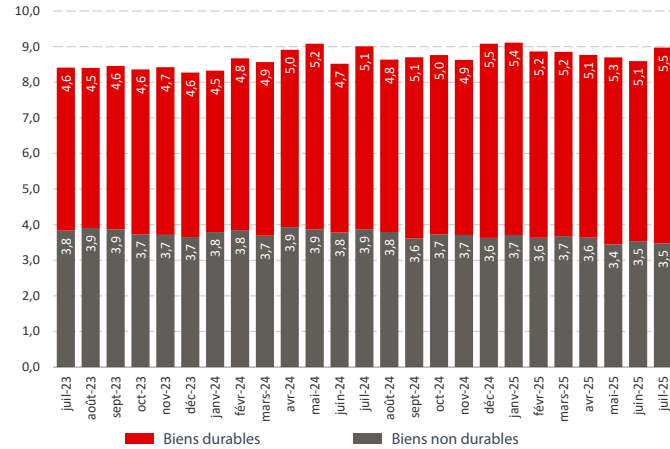
RMR de Montréal

Septembre 2025

Une publication de la Division de l'intelligence économique
Service du développement économique • Ville de Montréal

Ventes des industries manufacturières, RMR de Montréal, juillet 2023 à juillet 2025

En milliards de dollars, (données désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada. Tableau 16-10-0011-01.

La hausse des ventes de biens durables atténue la chute des ventes des industries manufacturières

Les ventes des industries manufacturières ont diminué de 0,4 %, entre juillet 2024 et juillet 2025, pour s'établir à près de 9,0 G\$ dans la région métropolitaine de recensement (RMR).

Cette baisse est attribuable aux pertes enregistrées par les industries de biens non durables, dont les ventes ont reculé de 10,2 % entre juillet 2024 et juillet 2025 pour s'établir à près de 3,5 G\$. Les industries de biens durables ont, pour leur part, vu leurs ventes s'accroître de 7,0 % au cours de la dernière année, contribuant ainsi à atténuer la baisse des ventes des industries manufacturières.

Près de la moitié des ventes de biens fabriqués au Québec enregistrées au cours du mois de juillet (48,6 %) provient de la RMR de Montréal.

Le saviez-vous

La part des ventes de la région métropolitaine dans celles de l'ensemble du Québec varie, toutefois, d'une industrie à l'autre. Elle s'élève, ainsi, à 39,6 % dans l'industrie de la fabrication de machines alors qu'elle s'établit à plus de 60 %

dans les industries de fabrication de produits chimiques (61,9 %), de matériel, d'appareils et de composants électriques (69,2 %), de produits informatiques et électroniques (75,0 %), ainsi que du matériel de transport (77,8 %).

Valeur totale des ventes - Juillet 2025

9,0 G\$

Variation mensuelle
Juin 2025 - Juillet 2025
+ 377,6 M\$

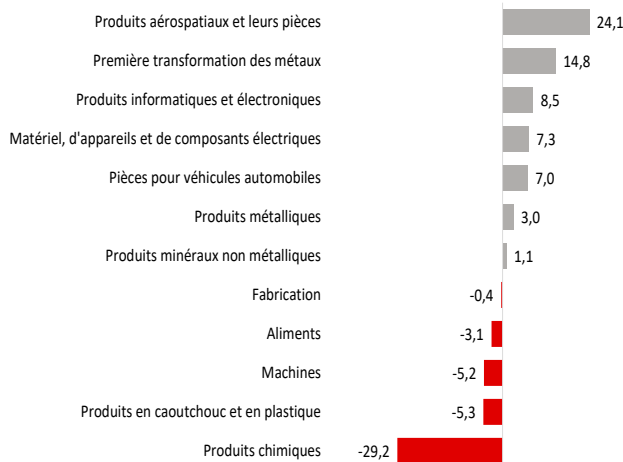


Variation annuelle
Juillet 2024 - Juillet 2025
- 36,2 M\$



Variation des ventes par industrie manufacturière, RMR de Montréal, juin à juillet 2025

En pourcentage (données désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada. Tableau 16-10-0011-01.

L'industrie de la fabrication des produits aérospatiaux et leurs pièces enregistre la plus forte hausse

Entre juillet 2024 et juillet 2025, les ventes des biens fabriqués ont augmenté dans la plupart des industries manufacturières de la RMR de Montréal.

Les gains les plus importants ont été observés dans les industries de la fabrication des produits aérospatiaux et leurs pièces (+ 24,1 %), ainsi que la première transformation des métaux (+ 14,8 %).

À l'inverse, les ventes ont fortement reculé dans l'industrie de la fabrication des produits chimiques (- 29,2 %).



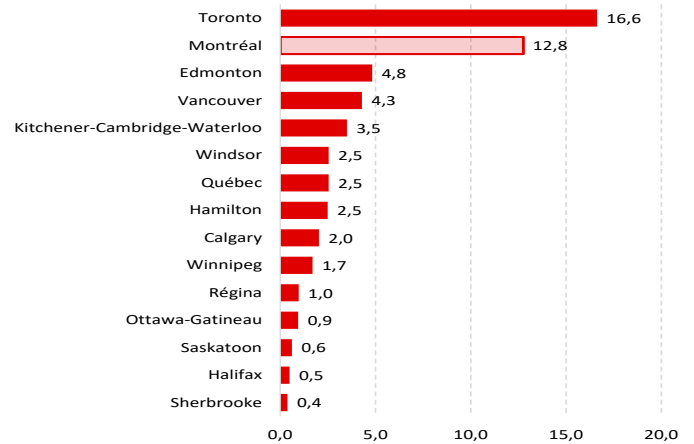
2^e au Canada pour la concentration des ventes des industries manufacturières, Montréal regroupe près de 60 % des ventes canadiennes des produits aérospatiaux et de leurs pièces

La RMR de Montréal regroupe près de 13 % des ventes des industries manufacturières au Canada en juillet 2025, surpassée uniquement par la région de Toronto (16,6 %). Ainsi, ces deux régions, qui représentent également le cœur du secteur de la fabrication canadienne, concentrent environ 30 % des ventes des biens fabriqués.

Loin derrière, les régions d'Edmonton et de Vancouver occupent les 3^e et 4^e rangs avec des parts de 4,8 % et 4,3 %, respectivement, en juillet 2025.

Part des ventes manufacturières au Canada, régions métropolitaines sélectionnées, juillet 2025

En pourcentage, (données désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada. Tableau : 16-10-0011-01.

La région métropolitaine de Montréal occupe une position névralgique dans les ventes réalisées par plusieurs industries manufacturières au Canada. En juillet 2025, 58,8 % des ventes des produits aérospatiaux et de leurs pièces au Canada étaient générées par Montréal. Au cours du même mois, plus de 20 % des ventes des biens fabriqués au Canada dans les industries de la fabrication du matériel, appareils et composants électriques (22,6 %) et la première transformation des métaux (22,5 %) provenaient de Montréal.

Répartition de la part des ventes des industries manufacturières montréalaises au Canada, juillet 2025

	Valeur totale des ventes En M\$	Variation Juin-Juillet 2025 En %	Part dans le total du Canada En %
Fabrication	8 972,2	4,4	12,8
Produits aérospatiaux et de leurs pièces	1 714,6	6,1	58,8
Matériel, appareils et composants électriques	296,4	2,4	22,6
Première transformation des métaux	1 252,7	19,7	22,5
Produits informatiques et électroniques	306,1	3,6	18,7
Produits métalliques	373,6	12,2	12,2
Carrosseries et de remorques de véhicules automobiles	61,2	-	12,0
Produits chimiques	591,5	-3,7	11,9
Produits en caoutchouc et en plastique	365,8	-	10,8

Source : Statistique Canada. Tableau : 16-10-0011-01.



Coup d'œil

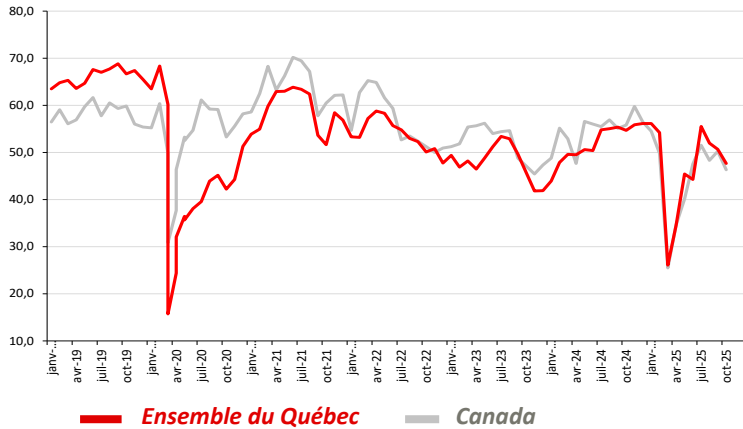
La confiance des PME et des consommateurs

Ensemble du Québec

Octobre 2025

Une publication de la Division de l'intelligence économique
Service du développement économique • Ville de Montréal

Indice de confiance des PME à long terme (12 mois), Canada et Québec, janvier 2019 à octobre 2025



Source : FCEI, Baromètre des affaires - Octobre 2025.

L'incertitude économique continue de peser sur la confiance des PME

Selon les données de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), l'indice de confiance des PME québécoises, basé sur les attentes sur 12 mois, a baissé de 3 points entre septembre et octobre 2025 pour s'établir à 47,7. Il s'agit, par ailleurs, de la troisième baisse consécutive depuis le sommet enregistré en juillet dernier.

À noter, toutefois, qu'entre mars (chute historique) et octobre 2025, la confiance des PME du Québec a augmenté de 21,6 points, mais elle demeure inférieure au niveau atteint en octobre 2024 (54,7).



L'imposition des tarifs douaniers par l'administration américaine constitue un réel défi pour les PME canadiennes. Selon la FCEI, les tensions commerciales entre le Canada et les États-Unis nuisent à 72 % des PME, et 19 % disent avoir subi un impact considérable. Cet impact est particulièrement prononcé dans les secteurs des transports (38 %), de la fabrication (27 %) et du commerce de gros (26 %).

commerce de gros (26 %).

Indice de confiance des consommateurs

Octobre 2025

47,7

Variation annuelle

Octobre 2024 - Octobre 2025

- 7,0 points



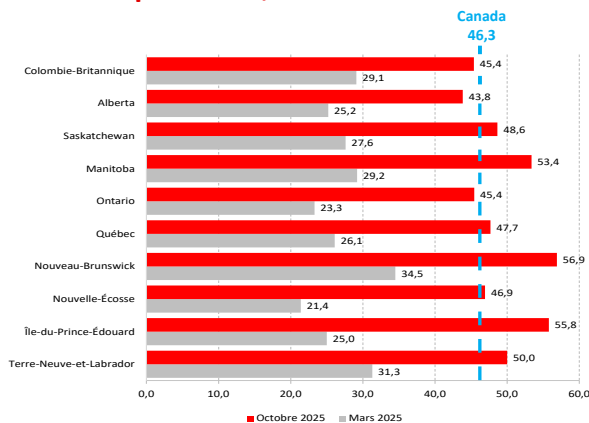
Variation mensuelle

Septembre 2025 - Octobre 2025

- 3,0 points



Indice de confiance des PME à long terme (12 mois), Canada et provinces, mars et octobre 2025



Source : FCEI, Baromètre des affaires - Sondage effectué entre le 1^{er} et le 7 octobre 2025.

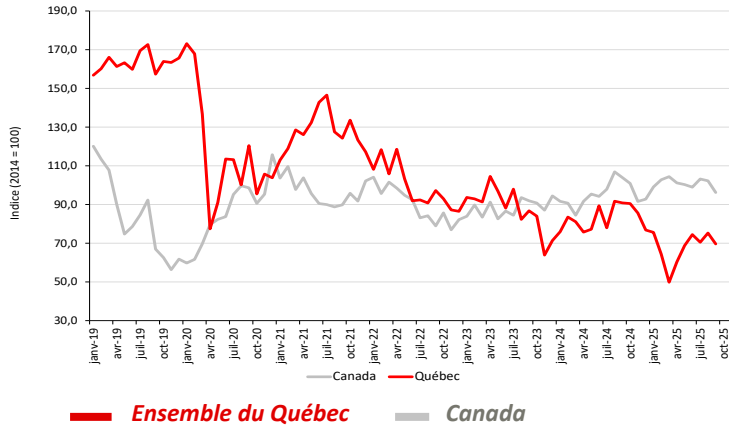
Les PME du Québec sont parmi les plus confiantes au Canada

L'indice de confiance des PME s'est amélioré dans toutes les provinces depuis la chute historique de mars et se situe entre 43 et 57 en octobre 2025. À noter que les PME du Nouveau-Brunswick (56,9), de Île-du-Prince-Édouard (55,8) et du Manitoba (53,4) sont les plus confiantes avec des indices supérieurs à 50.

Les données de la FCEI sur le long terme indiquent également que la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et l'insuffisance de la demande demeurent les principaux obstacles à la croissance des ventes et de la production des PME du Québec.



Indice de confiance des consommateurs, Canada et Québec, janvier 2019 à septembre 2025



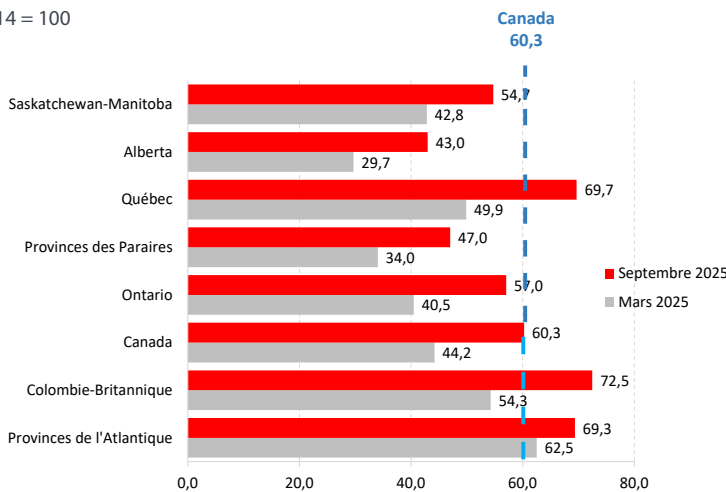
Source : Conference Board du Canada.

Le saviez-vous ?

L'indice de confiance des consommateurs canadiens a reculé de 8,4 points entre février et mars, pour s'établir à 44,2, un creux historique. Malgré le ralentissement de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt, l'incertitude économique persistante demeure un facteur important qui influence la confiance des consommateurs. Les inquiétudes concernant la sécurité d'emploi, conjuguées à la volatilité économique générale, notamment à cause des tensions commerciales avec les États-Unis, maintiennent les ménages canadiens sur les nerfs.

Indice de confiance des consommateurs, Canada et provinces, mars et septembre 2025

2014 = 100



Source : Conference Board du Canada.

La confiance des consommateurs québécois s'est améliorée mais reste fragile

Selon l'indice publié par le Conference Board du Canada, la confiance des consommateurs québécois a baissé de 5,6 points entre août et septembre 2025 pour s'établir à 69,7. Il s'agit, par ailleurs, d'un niveau de confiance inférieur à celui atteint un an auparavant, soit un indice de plus de 90,8 en septembre 2024.

A noter, toutefois, que malgré l'incertitude économique persistante, la confiance des consommateurs québécois a rapidement rebondi depuis la chute marquée enregistrée entre février et mars dernier (-14,5 points). L'indice a ainsi progressé de 19,8 points entre mars et septembre 2025.

Indice de confiance des consommateurs

Septembre 2025

69,7

Variation annuelle

Septembre 2024 - Septembre 2025

- 21,2 points



Variation mensuelle

Août 2025 - Septembre 2025

- 5,6 points



Les Québécois sont parmi les plus confiants au Canada

Bien que la confiance des consommateurs ait progressé dans toutes les provinces depuis le recul marqué enregistré en mars dernier, l'incertitude économique continue de peser sur les décisions des ménages.

Par ailleurs, des divergences subsistent entre provinces. Les consommateurs de la Colombie-Britannique (72,5), du Québec (69,7), ainsi que ceux des Provinces de l'Atlantique (69,4) affichent des niveaux de confiance supérieurs à la moyenne nationale (60,3).




Montréal en
STATISTIQUES

Analyse des secteurs d'activité

Agglomération de Montréal

Novembre 2025





Cette analyse des secteurs d'activité est une publication de Montréal en statistiques
Division de l'intelligence économique et de l'évaluation des programmes
Service du développement économique
Ville de Montréal
Novembre 2025

184,2 G\$

Le PIB nominal de l'agglomération de Montréal a atteint plus de 184,2 milliards de dollars en 2023, soit une croissance annuelle de 5,1 % par rapport à l'année précédente. À noter que plus de 1,1 million de Montréalais travaillaient dans un bassin de 64 224 établissements d'affaires en 2024.

64,3 %

Près des deux tiers de l'activité économique de l'agglomération de Montréal est regroupée au sein de cinq secteurs d'activité : les finances, assurances et services immobiliers, la logistique, la fabrication, les services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que l'activité commerciale.

31 %

L'activité commerciale est le secteur qui regroupe le plus d'établissements d'affaires (31 %) et d'emplois (20,6 %) sur l'île de Montréal.

51 %

Les secteurs de la logistique, des finances, assurances et services immobiliers, de la fabrication, ainsi que de l'industrie de l'information et industrie culturelle regroupent 51,5 % des investissements effectués sur l'île de Montréal.

50 %

Plus de la moitié de l'activité économique manufacturière sur l'île de Montréal est regroupée au sein de quatre sous-secteurs : la fabrication de matériel de transport, la fabrication de produits chimiques, la première transformation de métaux et la fabrication d'aliments.



Cette publication de Montréal en statistiques vise à présenter le portrait actuel et l'évolution des secteurs d'activité d'importance de l'économie montréalaise.

Secteurs retenus

Dans le cadre de cette analyse, certains secteurs ont été regroupés en tenant compte de la nature de leurs activités et de leur complémentarité. Les secteurs retenus pour l'analyse sont donc :

- Les industries primaires (SCIAN 11 et 21)
- La construction (SCIAN 23)
- La fabrication (SCIAN 31-33)
- La logistique (SCIAN 41, 48-49)
- L'activité commerciale (SCIAN 44-45, 71, 72 et 81)
- L'industrie de l'information et l'industrie culturelle (SCIAN 51)
- Les services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)
- Les finances, assurances et services immobiliers (SCIAN 52, 53 et 55)
- Les services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (SCIAN 56)

Les secteurs retenus représentent 77,9 % du PIB en 2023, 85,6 % des établissements d'affaires et 67,7 % des emplois en 2024 sur le territoire de l'agglomération de Montréal en 2024.

Secteurs non retenus

D'autres secteurs ont été exclus étant donné la nature publique de leurs activités, soit les secteurs suivants :

- Services publics (SCIAN 22)
- Services d'enseignement (SCIAN 61)
- Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62)
- Administrations publiques (SCIAN 91)

Pour plus d'information et la définition statistique des secteurs, consultez la **Note méthodologique** présentée à la fin de ce document.

Arrondissement des données

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Près des deux tiers du PIB de l'agglomération de Montréal est regroupé dans cinq secteurs d'activité

Les finances, assurances et services immobiliers représentent le plus important secteur d'activité de l'agglomération de Montréal avec un poids de 18,2 % du PIB en 2023. Il est suivi par ceux de la logistique (13,6 %), de la fabrication (11,9 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (11,1 %), ainsi que de l'activité commerciale (9,5 %). Ainsi, ces cinq secteurs regroupent 64,3 % du PIB total de l'agglomération de Montréal en 2023.

À noter qu'en 2024, ces cinq secteurs regroupaient 659 417 emplois sur l'île de Montréal, soit 58,7 % de tous les emplois sur le territoire.

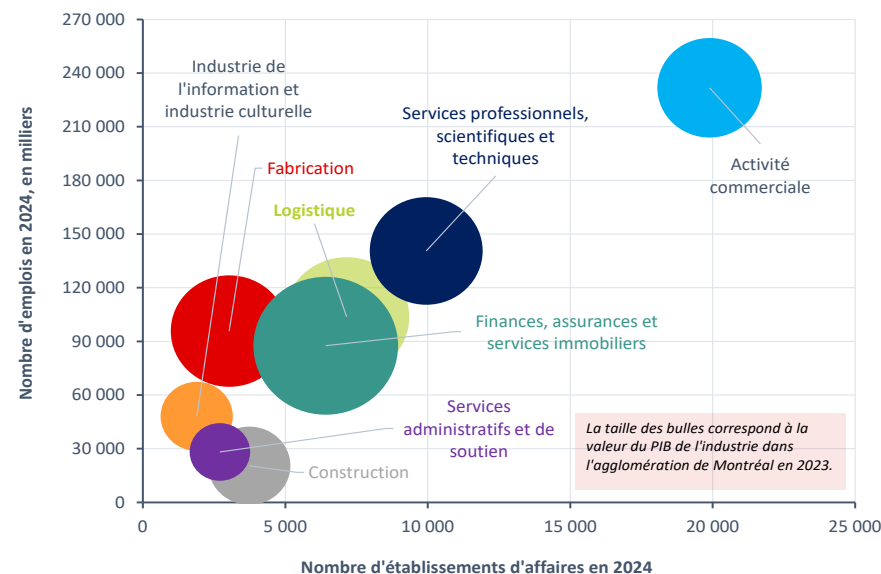
Près d'un tiers des établissements d'affaires et un emploi sur cinq se trouvent au sein du secteur de l'activité commerciale

En 2024, de tous les secteurs, l'activité commerciale est celui qui regroupe le plus grand nombre d'établissements d'affaires (31,0 %) et d'emplois (20,6 %) sur l'île de Montréal. Les trois autres secteurs d'importance, en termes de nombre d'établissements d'affaires sont : les services professionnels, scientifiques et techniques, la logistique, ainsi que les finances, assurances et services immobiliers. Ainsi, en 2024, on dénombrait 43 406 établissements d'affaires dans ces quatre secteurs, soit 67,6 % de tout l'inventaire sur l'île de Montréal.

Le secteur de la logistique regroupe davantage de microentreprises que celui de la fabrication

Les activités de type industriel, soit la logistique et la fabrication, regroupent un grand nombre d'emplois (103 742 pour la logistique et 95 746 pour la fabrication en 2024). En 2024, le nombre d'établissements d'affaires en fabrication (3 029) représentait moins de la moitié de ceux recensés dans le secteur de la logistique (7 155). Il faut noter, toutefois, que le tiers (32,6 %) des établissements en fabrication compte moins de cinq employés, tandis que cette proportion atteint 51,4 % dans le secteur de la logistique.

Nombre d'emplois et d'établissements d'affaires en fonction de la valeur du PIB par industrie, agglomération de Montréal, 2024



Notes :

- La taille des bulles correspond à la valeur du PIB de l'industrie dans l'agglomération de Montréal en 2023.
- Secteurs regroupés : Industries primaires (SCIAN 11 et 21); Logistique (SCIAN 41 et 48-49); Activité commerciale (SCIAN 44-45, 71, 72 et 81); Finances, assurances et services immobiliers (SCIAN 52, 53 et 55); Industries primaires (SCIAN 11 et 21).
- Sources des données : • Produit intérieur brut (PIB) : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Pêches et Océans Canada, Revenu Québec. • Emploi : Statistique Canada, Recensement de la population de 2021; estimations de la Chaire de recherche en innovation et développement régional de HEC Montréal. • Établissements d'affaires : Statistique Canada, Registre des entreprises de 2024.

Les services professionnels, scientifiques et techniques se démarquent par une croissance positive des établissements et des emplois

Entre 2015 et 2024, le nombre d'emplois dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques est passé de 123 137 à 140 579 dans l'agglomération de Montréal, soit une croissance de 14,2 % en dix ans. Ce secteur regroupe une gamme d'activités très vaste (ex.: services juridiques, services de comptabilité, recherche et développement scientifiques, sondage, conseils techniques) qui dessert plusieurs autres industries.

Au cours de la même période, le nombre d'établissements d'affaires dans ce secteur a augmenté de 26,1 %, passant de 7 887 à 9 945. Il faut noter, toutefois, que la proportion de microentreprises (moins de 5 employés) demeure élevée dans ce secteur. Elle est passée de 65,2 % à 64,1 % entre 2015 et 2024.

Certains secteurs enregistrent une croissance du nombre d'établissements combinée à une décroissance d'emplois

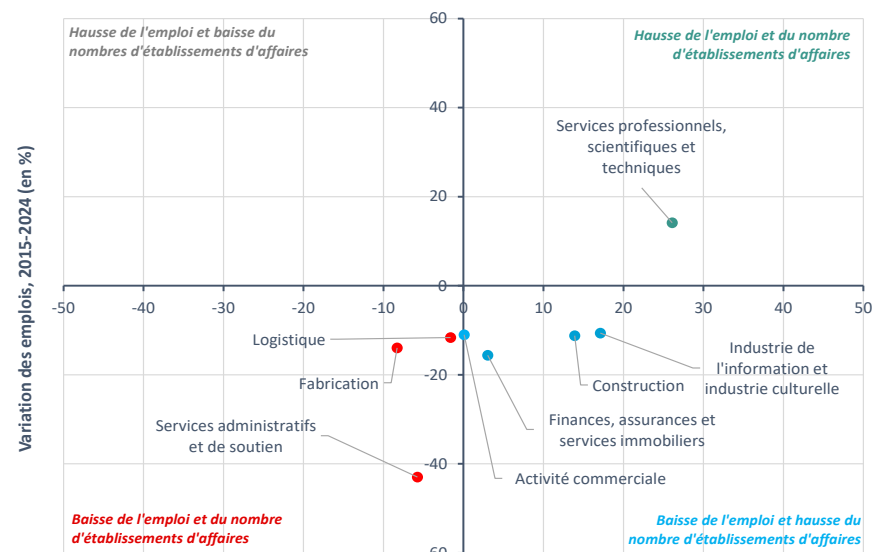
Entre 2015 et 2024, les secteurs de l'industrie de l'information et industrie culturelle, de la construction, des finances, assurances et services immobiliers, ainsi que l'activité commerciale ont enregistré de fortes baisses d'emplois, allant de -10 % à -16 %.

Au cours de la même période, le nombre d'établissements d'affaires dans ces secteurs a plutôt crû - la plus forte croissance ayant été enregistrée dans l'industrie de l'information et industrie culturelle (+ 17,1 %) -, ce qui implique une réduction de la taille moyenne des entreprises de ces secteurs.

Baisse de l'empreinte physique et de l'emploi dans les secteurs industriels

Entre 2015 et 2024, des baisses d'emplois ont été enregistrées dans les activités industrielles (-13,9 % pour la fabrication et -11,6 % pour la logistique) et de façon marquée dans les services administratifs et de soutien (-43,0 %). La décroissance du nombre d'établissements a été, toutefois, moins forte que celle des emplois, soit de -8,3 % en fabrication, -5,7 % dans les services administratifs et de soutien, ainsi que -1,6 % en logistique.

Variation de l'emploi et des établissements d'affaires, agglomération de Montréal, 2015 à 2024



Variation du nombre d'établissements d'affaires, 2015-2024 (en %)

Notes :
 1. Secteurs regroupés : Industries primaires (SCIAN 11 et 21); Logistique (SCIAN 41 et 48-49); Activité commerciale (SCIAN 44-45 71, 72 et 81); Finances, assurances et services immobiliers (SCIAN 52, 53 et 55).
 2. Sources des données : • Produit intérieur brut (PIB) : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Pêches et Océans Canada, Revenu Québec. • Emploi local : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et estimations de la Chaire de recherche en innovation et développement régional de HEC Montréal de 2021. • Établissements d'affaires : Statistique Canada, Registre des entreprises de 2011 et de 2021.

Plus de 51 % des investissements sur l'île de Montréal sont regroupés dans quatre secteurs d'activité

Évaluées à plus de 2,2 milliards de dollars en 2015, les dépenses en immobilisations ont atteint près de 4,4 milliards de dollars dans le secteur de la logistique sur l'île de Montréal en 2024, soit 23,3 % des dépenses en immobilisations effectuées dans le territoire. Les trois autres secteurs dans lesquels les entreprises ont le plus investi sur l'île sont les finances, assurances et services immobiliers (10,1 %), la fabrication (9,8 %), ainsi que l'industrie de l'information et industrie culturelle (8,3 %).

Notons que plusieurs projets réalisés dans l'agglomération de Montréal ont contribué à cette croissance. Parmi ceux-ci, la construction d'infrastructures visant l'allègement du camionnage et l'accroissement de la mobilité des marchandises au port de Montréal.

L'industrie de la construction enregistre la croissance annuelle moyenne des investissements la plus élevée de tous les secteurs

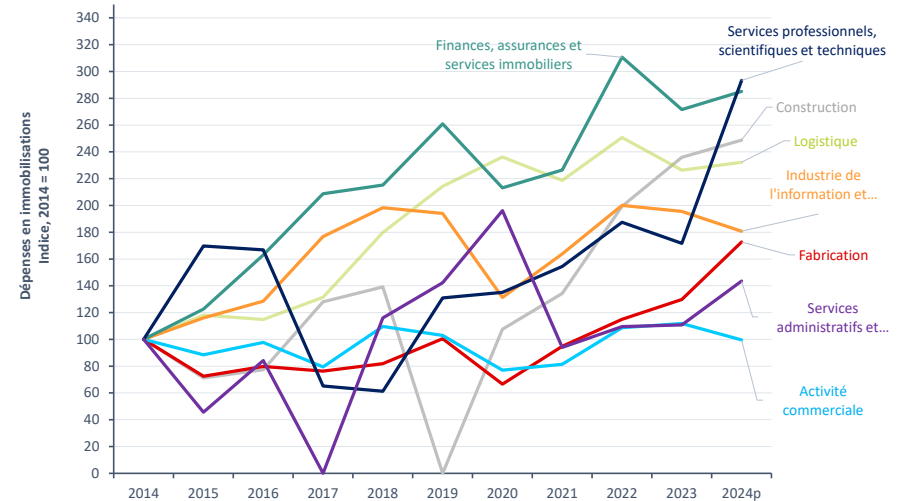
Évaluées à 216,3 millions de dollars en 2015, les dépenses en immobilisations ont crû en moyenne de 13,3 % par an dans l'industrie de la construction, pour s'établir à un peu plus de 755,1 millions de dollars en 2024 dans l'agglomération de Montréal. Il s'agit de la croissance annuelle moyenne la plus élevée de tous les secteurs retenus au cours de cette période.

À noter qu'en 2024, l'industrie de la construction représentait 4,0 % des dépenses en immobilisations totales dans l'agglomération de Montréal.

Croissance significative des investissements dans les services professionnels, scientifiques et techniques

Bien que le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques ne représente que 4,9 % des dépenses en immobilisations totales de l'agglomération de Montréal en 2024, celles-ci ont crû de manière significative au cours de la dernière année. Évaluées à 546,4 millions de dollars en 2023, elles devraient atteindre 933,7 millions en 2024, soit

Évolution des dépenses en immobilisations selon le secteur d'activité, agglomération de Montréal, 2015 à 2024p



Notes :

1. p : provisoires.
2. Secteurs regroupés : Industrie primaires (SCIAN 11 et 21); Logistique (SCIAN 41 et 48-49); Activité commerciale (SCIAN 44-45 71, 72 et 81); Finances, assurances et services immobiliers (SCIAN 52, 53 et 55).
3. Données confidentielles : secteur de la construction en 2019; secteur des services administratifs et de soutien en 2017.
4. Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz (21) : les données étaient uniquement disponibles pour les années 2015 à 2020.
5. Sources des données : Institut de la statistique du Québec.

une hausse notable de 70,9 %. Une combinaison de facteurs explique cette croissance importante : les investissements des gouvernements par l'entremise des politiques et programmes visant à stimuler l'investissement et l'innovation, ainsi que le soutien apporté aux infrastructures de recherche et développement.

Hausse de la part d'emplois de l'agglomération de Montréal dans les secteurs de la culture et du savoir

L'île de Montréal regroupe historiquement la majorité des emplois de la région métropolitaine dans l'industrie de l'information et industrie culturelle (88,0 %), ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques (77,8 %). Les parts de ces secteurs ont augmenté au cours des dix dernières années puisque ces proportions étaient de 84,0 % et 73,2 %, respectivement, en 2015.

Cette concentration sur l'île de Montréal s'explique, notamment, par la nécessité des entreprises de ces secteurs d'être localisées à proximité des infrastructures nécessaires à la conduite de leurs activités (ex. : studios de production, centres de recherche).

La part de l'emploi de l'agglomération de Montréal fléchit dans certains services

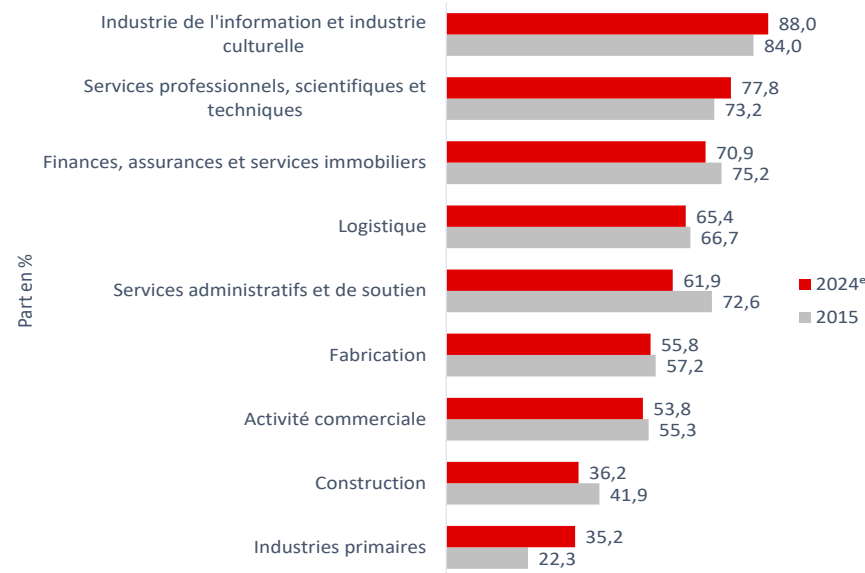
Bien que la part des emplois de l'agglomération de Montréal dans la région métropolitaine demeure élevée dans la plupart des industries, celle-ci tend à diminuer dans certains secteurs au profit des banlieues. Entre 2015 et 2024, la part des emplois de l'île de Montréal dans la région métropolitaine a reculé dans les services administratifs et de soutien (- 10,7 points de %), les finances, assurances et services immobiliers (-4,4 points de %), ainsi que dans l'activité commerciale (-1,5 point de %).

L'accélération du télétravail, l'ouverture de bureaux en zones périphériques, ainsi que l'augmentation de la demande pour certains services de proximité en banlieue, qui découle entre autres de la croissance démographique, pourraient expliquer ces baisses.

La baisse de la concentration des activités de logistique et de fabrication dans l'agglomération de Montréal est une tendance de long terme

Entre 2015 et 2024, la part des emplois de l'agglomération de Montréal dans la RMR a décliné dans les activités industrielles, passant de 66,7 % à 61,9 % pour le secteur de la logistique, de 57,2 % à 55,8 % pour le secteur de la fabrication. À noter que la tendance à la baisse de la part de l'agglomération de Montréal dans ces secteurs est constante d'année en année.

Part de l'emploi de l'agglomération de Montréal dans la RMR selon le secteur d'activité, 2015 et 2024^e



Notes :
 1. e : données estimées.
 2. Secteurs regroupés : Industries primaires (SCIAN 11 et 21); Logistique (SCIAN 41 et 48-49); Activité commerciale (SCIAN 44-45 71, 72 et 81); Finances, assurances et services immobiliers (SCIAN 52, 53 et 55).
 3. Source des données : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011; estimations de la Chaire de recherche en innovation et développement régional de HEC Montréal.

Plusieurs facteurs pourraient expliquer ce déclin, parmi lesquels on peut citer : le faible taux d'inoccupation des locaux industriels, l'augmentation des coûts de loyers dans l'agglomération de Montréal et la plus grande disponibilité de terrains vacants prêts à être développés en dehors de l'île.

Quatre sous-secteurs de la fabrication dominant l'activité manufacturière sur l'île de Montréal

L'activité économique manufacturière sur l'île de Montréal est regroupée au sein de quatre principaux sous-secteurs qui concentrent 50,5 % du PIB du secteur de la fabrication. En tête de ceux-ci, la fabrication du matériel de transport qui représente 21,4 % du PIB du secteur. Il est suivi par la fabrication de produits chimiques (9,8 %), la première transformation de métaux (9,7 %) et la fabrication d'aliments (9,5 %).

À noter que le sous-secteur de la fabrication d'aliments regroupe 18,6 % des emplois et 14,8 % des établissements d'affaires manufacturiers sur l'île de Montréal.

Déclin de la majorité des industries manufacturières sur l'île

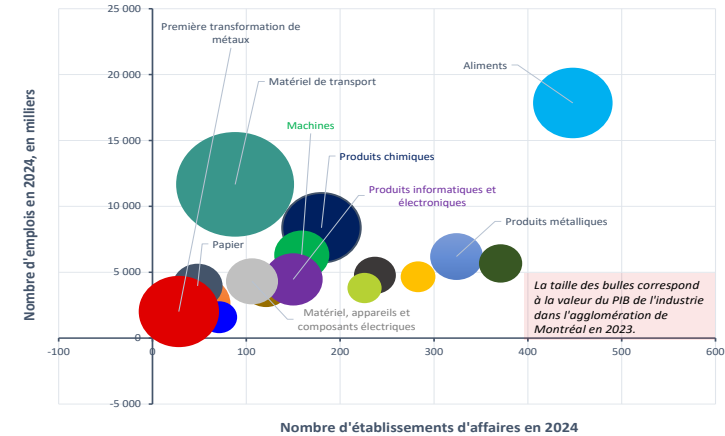
Entre 2015 et 2024, plusieurs industries manufacturières ont enregistré une baisse à la fois des emplois et des établissements d'affaires. Les plus grandes pertes ont été encourues par les industries du textile, du vêtement, des produits du pétrole, de l'impression et activités connexes, des produits en caoutchouc et plastique, ainsi que de la fabrication de matériel de transport.

La concurrence des pays à bas salaires, le développement des technologies numériques, la transition vers l'économie verte et les difficultés rencontrées par de grands employeurs sont autant de raisons qui expliquent ces baisses.

La fabrication d'aliments, une industrie névralgique en pleine transformation

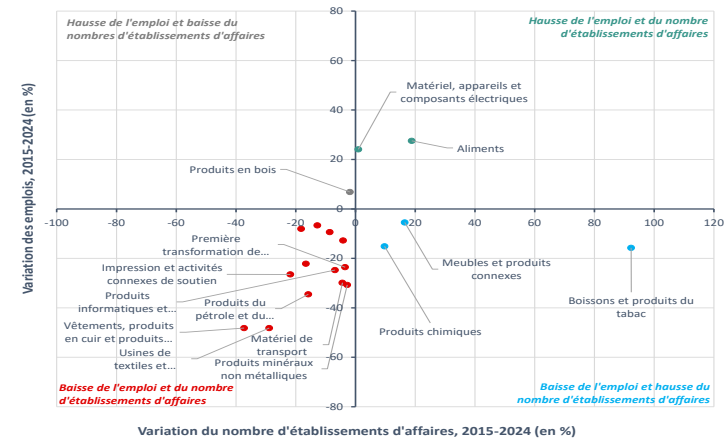
Entre 2015 et 2024, l'industrie de la fabrication d'aliments, qui est principalement axée sur le marché intérieur, s'est particulièrement démarquée par une croissance des emplois et des établissements d'affaires. La croissance de la population et l'intérêt grandissant des décideurs pour l'autonomie alimentaire depuis la pandémie de COVID-19 sont autant de raisons qui expliquent cette hausse marquée.

Nombre d'emplois et d'établissements d'affaires en fonction de la valeur du PIB par sous-secteur de la fabrication, agglomération de Montréal, 2024



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, estimations de la Chaire de recherche en innovation et développement régional de HEC Montréal.

Variation de l'emploi et des établissements d'affaires manufacturiers, agglomération de Montréal, 2015 à 2024



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, estimations de la Chaire de recherche en innovation et développement régional de HEC Montréal.



Trois arrondissements montréalais enregistrent une croissance positive de l'emploi et des établissements manufacturiers

Entre 2015 et 2024, le nombre d'établissements manufacturiers a augmenté de façon importante dans les arrondissements d'Outremont (+21,4 %), de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (+19,4 %) et de Saint-Léonard (+4,7 %). Au cours de la même période, ces trois arrondissements ont aussi enregistré une hausse de l'emploi manufacturier. La croissance la plus importante est observée dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles (+8,5 %), suivie de Outremont (+2,8 %) et de Saint-Léonard (+1,3 %).

Déclin de l'emploi manufacturier dans la majorité des arrondissements

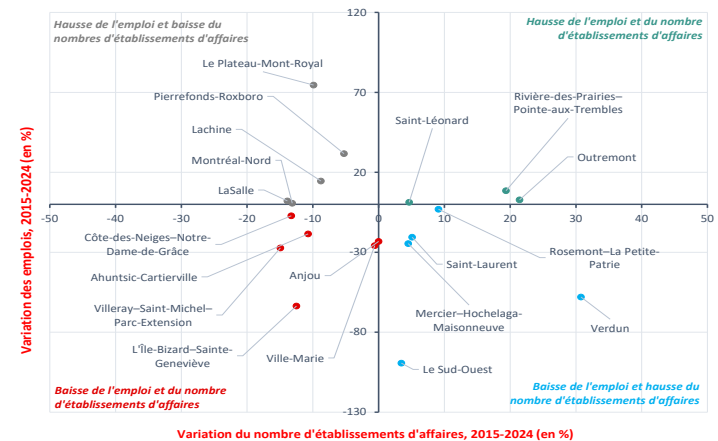
Entre 2015 et 2024, l'emploi manufacturier a chuté de façon marquée dans les arrondissements Le Sud-Ouest (-99,3 %), Verdun (-58,0 %), Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (-24,6 %), Saint-Laurent (-20,5 %) et Rosemont–La Petite-Patrie (-3,1 %). Ces baisses ont été, toutefois, combinées à des hausses des établissements d'affaires dans ces territoires.

Au cours de la même période, l'emploi manufacturier a aussi reculé dans les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (-63,6 %), Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (-27,3 %), Ahuntsic-Cartierville (-18,5 %) et Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (-7,2 %). Mais ces reculs ont été accompagnés d'une diminution de l'inventaire d'établissements manufacturiers dans ces territoires, allant de 10 % à 15 %.

Recul de l'empreinte physique des industries manufacturières dans certains arrondissements

Entre 2015 et 2024, bien que l'emploi manufacturier ait été en croissance dans les arrondissements Le Plateau-Mont-Royal (+74,6 %), Pierrefonds-Roxboro (+31,7 %), Lachine (+14,5 %) et LaSalle (+2,1 %), le nombre d'établissements a diminué dans ces territoires. Ainsi, ces territoires ont perdu entre 8 % à 14 % de l'inventaire de leurs établissements d'affaires au cours de cette période.

Variation de l'emploi et des établissements d'affaires manufacturiers, arrondissements de la ville de Montréal, 2015 à 2024



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, estimations de la Chaire de recherche en innovation et développement régional de HEC Montréal.

Produit intérieur brut nominal par secteur d'activité, agglomération de Montréal et RMR de Montréal, 2023^e

	Agglomération de Montréal		RMR de Montréal	
	En M\$	Part de l'industrie dans l'agglomération de Montréal (en %)	En M\$	Part de l'agglomération de Montréal dans la RMR (en %)
Ensemble des secteurs d'activité	184 213,5	100,0	292 210,1	63,0
Total - Secteurs sélectionnés	143 191,8	77,7	227 017,4	63,1
Industries primaires*	310,1	0,2	1 498,6	20,7
Construction	10 785,7	5,9	17 456,5	61,8
Fabrication	21 880,4	11,9	37 466,9	58,4
Logistique	25 037,5	13,6	36 921,5	67,8
Activité commerciale	17 439,9	9,5	31 071,6	56,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	8 370,6	4,5	10 131,5	82,6
Finances, assurances et services immobiliers	33 473,9	18,2	55 284,4	60,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	20 359,6	11,1	28 357,2	71,8
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	5 844,2	3,2	8 829,3	66,2

1. e : données estimées; *données confidentielles pour le secteur de l'extraction minière.
 2. Secteurs regroupés : Industries primaires (SCIAN 11 et 21); Logistique (SCIAN 41 et 48-49); Activité commerciale (SCIAN 44-45, 71, 72 et 81); Finances, assurances et services immobiliers (SCIAN 52, 53 et 55).
 3. Sources : Produit intérieur brut (PIB) : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Pêches et Océans Canada, Revenu Québec.

Estimations de l'emploi par secteur d'activité, agglomération de Montréal et RMR de Montréal, 2024^e

	Agglomération de Montréal		RMR de Montréal	
	Nombre	Part de l'industrie dans l'agglomération de Montréal (en %)	Nombre	Part de l'agglomération de Montréal dans la RMR (en %)
Ensemble des secteurs d'activité	1 123 344	100,0	1 783 285	63,0
Total - Secteurs sélectionnés	760 087	67,7	1 233 597	61,6
Industries primaires	3 869	0,3	10 994	35,2
Construction	20 510	1,8	56 729	36,2
Fabrication	95 746	8,5	171 598	55,8
Logistique	103 742	9,2	158 606	65,4
Activité commerciale	231 770	20,6	431 173	53,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	48 095	4,3	54 680	88,0
Finances, assurances et services immobiliers	87 580	7,8	123 573	70,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	140 579	12,5	180 696	77,8
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	28 196	2,5	45 548	61,9

e : données estimées.
 Sources : Statistique Canada, estimations de la Chaire de recherche en innovation et développement régional de HEC Montréal.

Établissements d'affaires par secteur d'activité, agglomération de Montréal et RMR de Montréal, 2024

	Agglomération de Montréal		RMR de Montréal	
	Nombre	Part de l'industrie dans l'agglomération de Montréal (en %)	Nombre	Part de l'agglomération de Montréal dans la RMR (en %)
Ensemble des secteurs d'activité	64 224	100,0	129 812	49,5
Total - Secteurs sélectionnés	54 944	85,6	113 226	48,5
Industries primaires	176	0,3	1 196	14,7
Construction	3 739	5,8	15 584	24,0
Fabrication	3 029	4,7	6 173	49,1
Logistique	7 155	11,1	14 031	51,0
Activité commerciale	19 890	31,0	38 587	51,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 889	2,9	2 640	71,6
Finances, assurances et services immobiliers	6 416	10,0	11 046	58,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	9 945	15,5	17 873	55,6
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	2 705	4,2	6 096	44,4

Source : Établissements d'affaires : Statistique Canada, Registre des entreprises.

Dépenses en immobilisations par secteur d'activité, agglomération de Montréal et RMR de Montréal, 2024^p

	Agglomération de Montréal		RMR de Montréal	
	En M\$	Part de l'industrie dans l'agglomération de Montréal (en %)	En M\$	Part de l'agglomération de Montréal dans la RMR (en %)
Ensemble des secteurs d'activité	18 866,4		29 096,9	64,8
Total - Secteurs sélectionnés	12 492,5	66,2	17 776,9	70,3
Industries primaires	18,2	0,1	180,1	10,1
Construction	755,1	4,0	1 519,2	49,7
Fabrication	1 853,3	9,8	3 382,9	54,8
Logistique	4 399,9	23,3	5 581,6	78,8
Activité commerciale	935,7	5,0	1 465,7	63,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 563,8	8,3	1 740,8	89,8
Finances, assurances et services immobiliers	1 897,0	10,1	2 474,9	76,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	933,7	4,9	1 091,0	85,6
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	135,8	0,7	260,4	52,2

p : données provisoires.
 Source : Institut de la statistique du Québec.

Limites et mise en garde à propos des données d'emploi de 2021

En raison des effets de la pandémie de la COVID-19 sur le marché du travail, notamment dans le contexte d'un recours massif au télétravail, les données du recensement de 2021 pourraient souffrir d'importantes limitations quant au lieu d'emploi. Elles se doivent d'être interprétées avec prudence.

Ainsi, les données d'emploi présentées dans le cadre de cette analyse proviennent des estimations de la Chaire en innovation et développement régional de HEC Montréal.

Fichiers des données téléchargeables en Excel

- [Produit intérieur brut aux prix de base par secteur d'activité dans l'agglomération de Montréal, 1997 à 2023.](#)
- [Estimations de l'emploi par secteur d'activité dans l'agglomération de Montréal, 2001 à 2024.](#)
- [Nombre d'établissements d'affaires par secteur d'activité dans l'agglomération de Montréal, 2000 à 2024.](#)
- [Dépenses en immobilisation non résidentielle par secteur d'activité, agglomération de Montréal, 2006 à 2024.](#)

Sources des données

- Institut de la statistique du Québec
 - Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie.
 - Dépenses en immobilisations non résidentielles.
- Statistique Canada
 - Emploi selon le lieu de travail, tiré du recensements de 2016 et de l'enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011.
 - Établissements d'affaires, tiré du registre des entreprises du Canada.
- Chaire de recherche en innovation et développement régional de HEC Montréal
 - Estimations de l'emploi local de 2016 à 2024.

Les secteurs d'activité sont définis selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), édition 2022 version 1.0, publié par Statistique Canada. Dans le cadre de cette analyse, certains secteurs ont été regroupés en tenant compte de la nature de leurs activités et de leur complémentarité.

Secteurs retenus :

- Industries primaires
 - Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)
 - Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz (21)
- Construction (23)
- Fabrication (31-33)
- Logistique
 - Commerce de gros (41)
 - Transport et entreposage (48-49)
- Activité commerciale
 - Commerce de détail (44-45)
 - Arts, spectacles et loisirs (71)
 - Hébergement et services de restauration (72)
 - Autres services sauf les administrations publiques (81)
- Industrie de l'information et industrie culturelle (51)

- Finances, assurances et services immobiliers
 - Finance et assurances (52)
 - Services immobiliers et services de location et de location à bail (53)
 - Gestion de sociétés et d'entreprises (55)
- Services professionnels, scientifiques et techniques (54)
- Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (56)

Secteurs non retenus :

- Services publics (22)
- Services d'enseignement (61)
- Soins de santé et assistance sociale (62)
- Administrations publiques (91)

Les secteurs sélectionnés représentent 77,7 % du PIB en 2023; 85,6 % des établissements d'affaires, 67,7 % des emplois et 66,2 % des dépenses en immobilisations sur le territoire de l'agglomération de Montréal en 2024.

Montréal 

montreal.ca/services/montreal-en-statistiques